

N° 50 | DU VENDREDI 10 AU JEUDI 16 DÉCEMBRE 2010

BAKCHICH

SATIRE JUSTE

LA CHUTE DU VOYOU QUI AVAIT INFILTRÉ LA PRESSE



SILENCE

**Les fonctionnaires
priés de se taire**



FRANCAFRIQUE FINI LE TEMPS BÉNI

Après quarante ans de mauvais et déloyaux sévices, la mainmise de la France sur ses anciennes colonies noires n'est plus. L'homme africain entre dans l'histoire.

LIVRE

**Un vibrant essai sur
l'erreur judiciaire**



L 13723 - 50 - F: 1,50 €





CONTRE BHL ET AVEC WIKILEAKS

Yann Sarfati, l'utopiste, qui, rebondissant sur un délire de Cantona, a lancé l'assaut contre les banques, est un jeune homme qui communique très bien sa peur. Il faut l'entendre hurler sa conviction et celle du courant de jeunesse qu'il représente : « *La presse classique est alternative: ou elle nous ment ou elle refuse de voir. Notre salut est dans Internet.* » La grande trouille de cette génération Web vient de la menace d'un tsunami bancaire, des 700 milliards d'euros qu'il faudra bientôt sortir rien que pour sauver les banques d'Espagne. Ces jeunes vivent assiégés, placés sous les missiles des traders. Leur sémaphore, pour le SOS, reste donc l'Internet. Tant que les États ne le feront pas taire – ce qu'ils tentent déjà de faire en voulant bâillonner WikiLeaks.

« La presse qui ment »? Ils sont bien lapidaires, ces jeunes gens. La presse ne ment pas, elle est sous influence. Celle des intérêts des grands groupes qui la possèdent, et celle de boutiquiers de la désinformation, comme Marc Francelet, qui, depuis trente-cinq ans, dicte des articles de connivence dans les journaux les mieux cotés (*lire notre dossier, pages 6-7*). Un symbole de la mort du journaliste devenu technicien de presse, c'est le voyage en parachute doré qui a conduit Denis Olivennes d'Air France à la direction des médias de Lagardère, en passant par *le Nouvel Observateur*. Mais, tant mieux, les journalistes sont des otages volontaires et heureux de l'être. Perdez deux minutes et allez sur le site de la revue de BHL, *la Règle du jeu*. Vous verrez la liste des invités, dont Françoise Bettencourt, venus en courant fêter la publication qui, depuis vingt ans, glorifie Bernard-Henri. Si l'on excepte ceux de *la Croix* et du *Parisien*, tous les directeurs de journaux étaient là, de Mougeotte à Joffrin. Faisant amis avec tous les politiques dans la plus formidable des orgies médiatico-consanguines du temps. La vérité est donc ailleurs *

JACQUES-MARIE BOURGET

“ BHL sort, dans le froid, dépoitraillé, considérant que c'est la moindre des politesses, compte tenu de la qualité de ses invités. ”

Lu sur le site Internet de *la Règle du jeu*, la revue de BHL, à propos de la soirée anniversaire de la publication.

COULISSES



LES BANQUES, CE MYSTÈRE...

Christine la confiance a tonné depuis son donjon de Bercy: Cantona, en appelant à retirer l'argent des comptes en banque, le 7 décembre, est « irresponsable ». Ah bon? Mais, soyons clairs, ne sont pas irresponsables les agences de notation qui clament que la Grèce ne pourra pas rembourser sa dette et qu'il ne faut pas lui prêter. Leurs analyses foireuses ont pourtant plus perturbé la vie des systèmes financiers européens que les foucades du footballeur.

FANTASMES

D'ailleurs, retirer son argent des banques pour le mettre dans un bas de laine n'a non seulement pas grand sens, mais en plus c'est impraticable: il est très difficile de trouver des bas de laine chez les commerçants! Quoi qu'il en soit, dans cette opération du 7 décembre, on retrouve, dans les commentaires, tous les fantasmes sur les banques, leur rôle et l'argent qu'elles font circuler. Tout étudiant en économie sait que la grande erreur à

ne pas commettre est de croire qu'une banque prête l'argent qu'on lui apporte. En fait, chaque fois qu'elle fait un prêt, elle crédite un compte courant d'une somme supplémentaire qui n'existait pas avant. Comme disent les économistes, les crédits font les dépôts et non l'inverse. Mais cela reste mystérieux pour tout le monde et l'on continue à imaginer le petit épargnant confiant ses louis d'or à une gigantesque bureaucratie financière, avec le risque que les louis disparaissent dans le trou sans fond de la cupidité bancaire.

On aurait donc pu essayer d'expliquer à cette occasion ce qu'est vraiment une banque. Mais personne ne veut le savoir. C'est tellement agréable de détester son banquier. Et pour le banquier, c'est tellement plaisant de laisser croire qu'il manipule le monde et de se faire détester pour cela. *Oderint dum metuant* (« qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent ») *

ALCESTE

SARKOZY : « DEUX MANDATS PAS PLUS... »



LES TROPHÉES

La belle histoire de la semaine

Aux Pays-Bas, un homme qui vivait dans la rue depuis dix ans a appris avec bonheur qu'il était le légataire d'un millionnaire mort il y a des années. Après avoir perdu sa mère lorsqu'il était âgé de 17 ans, Jerry, c'est le nom de ce SDF, a connu des relations difficiles avec son père. Jusqu'à ce que ce dernier lui avoue qu'il n'était pas son géniteur. Après maintes recherches, quelle ne fut pas la surprise du vagabond lorsqu'il découvrit que son parent inconnu lui avait légué un joli magot d'un peu moins de 10 millions d'euros! Un vrai conte de Noël.

Le flicage de la semaine

Nous vous en parlions récemment avec la police française, Facebook peut être une vraie source d'ennuis pour ses utilisateurs. Ainsi, en Israël, l'armée a utilisé le réseau social pour démasquer les femmes qui avaient prétendu être juives pratiquantes pour être exemptées du service militaire. Rappelons que ce service est obligatoire, pour les filles et les garçons, et dure deux ans pour ces demoiselles (trois pour les hommes). En comparant les noms des exemptées avec les photos publiées via leur profil Facebook, les militaires ont pu confondre les menteuses. Poser en tenue d'Eve n'est donc pas assimilé à de la ferveur religieuse...

Les excuses de la semaine

La présentatrice du JT de TF1, Claire Chazal, a présenté ses plates excuses lors d'une émission sur LCI Radio. La journaliste s'est rendue coupable d'un crime intolérable aux yeux des spectateurs de la première chaîne, qui l'ont inondée de lettres et d'e-mails pour lui faire part de leur courroux. Celle-ci est en effet arrivée sur le plateau du 13 heures vêtue... d'un jean! Claire Chazal a expliqué qu'elle n'avait « pas fait attention » et qu'elle était consciente que sa tenue n'était « pas conforme à l'idée qu'on doit donner d'un journal ». Si elle le dit *



LES DOMMAGES COLLATÉRAUX

POUR TOUJOURS ET À JAMET

Inclassable et décapant, l'écrivain et journaliste Dominique Jamet a notamment collaboré à *l'Aurore*, *le Quotidien de Paris* et *Marianne*.

Les négociations, longues et laborieuses, seront restées secrètes jusqu'au bout – au point d'échapper même à la vigilance de WikiLeaks, c'est dire. Mais l'accord, enfin, est signé. Les intérêts respectifs des belligérants sont sauvegardés. Les canons et les avocats se sont tus. La joie rosit de nouveau les pommettes de la vénérable aïeule au visage flétri par l'âge, les chagrins, les épreuves, ravalé à grand-peine par la chirurgie esthétique. De nouveau la

fillette peut se jeter dans les bras de sa mère, et déjà, les photos en attestent, un pâle sourire adoucit la sévérité de ses traits. Les petits-enfants reverront leur grand-mère bien-aimée, tantôt à l'heure du thé, tantôt pour le gigot du dimanche, ou encore autour de la table des conseils d'administration. Miracle de l'harmonie retrouvée: réputée incapable il y a trois ans, Liliane Bettencourt est créditée d'une entière lucidité – l'orchestre, en sourdine, joue

SOMMAIRE



APÉRO LES FAITS SAILLANTS DE L'ACTUALITÉ

P. 3 Ici repose la Françafrique. L'influence tricolore sur le continent noir n'est plus. En témoignent les situations politiques de l'Angola et de la Côte d'Ivoire notamment.

P. 3 L'étau se resserre autour de Jacques Chirac et de son compte japonais. Ça chauffe pour Chichi.



FILOUTERIES NOS ENQUÊTES ET NOS DOSSIERS

P. 5 Fonctionnaire, mieux vaut te taire! Pour les empêcher de parler à la presse, les agents de l'État subissent moult pressions. Chut...

P. 6-7 Marc Francelet, le voyou qui a fait trembler les patrons et les politiques. Histoire d'un bandit qui a infiltré les médias.

P. 8 La mafia a trouvé refuge en terre sainte. Ou comment Israël est devenue une des plaques tournantes du crime organisé mondial.



BAZAR ENVIRONNEMENT, MÉDIAS, CONSO, SPORT, PIPELES...

P. 9. Un documentaire choc sur la guerre en Afghanistan. Attention, bombe en vue!

P. 10 Crise d'espionnage aiguë sur fond de guerre des chefs à France 24. Tout un programme.

P. 12 Avec une clé USB, on peut vous suivre à la trace. Un nouvel outil pour les James Bond.



CULTURE BOUQUIN, CINÉMA, MUSIQUE, BÉDÉ...

P. 13 Un essai instructif sur les erreurs judiciaires.

P. 14 Voir le Darfour autrement. P. 16 Alexandre Guérini, frère du boss du PS marseillais, est en prison. Portrait d'un filou.

l'air connu: qu'on est bien au sein de sa famille! Et l'Oréal, après la fin heureuse de cet épisode tragi-cosmétique, peut poursuivre sa « magnifique épopée » (sic).

Tout est donc bien qui finit bien? Pas pour M. François-Marie Banier, qui y laisse quelques thunes et dont la réputation est définitivement faite: just a gigolo. M. Patrice de Maistre, quant à lui, quitte une bonne place qui rapportait gros. Chacun a pu se faire juge du procureur Courroye que ne consolent pas de ses grandes espérances les ennuis judiciaires à venir de Mme Isabelle Prévost-Desprez. Mais le grand perdant reste évidemment M. Éric Woerth, ancien trésorier de l'UMP, ancien ministre, ancien futur Premier ministre, dont la chute, en pleine course, pourrait en entraîner d'autres. Ce conflit aura entraîné quelques dommages collatéraux. Dame(s), quand on se fait la guerre... *



FRANÇAFRIQUE, l'état de mort clinique

RÉSEAUX La Françafrique, c'est fini. La France n'a plus rien à dire. Et c'est à croire qu'elle n'y comprend rien. En témoigne la situation en Côte d'Ivoire et en Angola.

N'en déplaise à Nicolas Sarkozy et à Henri Guaino, plume du tristement célèbre discours de Dakar (26 juillet 2007), l'homme africain est entré dans l'histoire. Ou du moins, le président africain. Et la France n'a pu que le constater: De la Françafrique, vaste système de contrôle des chefs d'État, des ressources et des richesses des anciennes colonies françaises, ne restent que des oripeaux qui entravent toute renaissance d'une politique africaine hexagonale.

Pourtant les officiels y ont cru. Un temps. La lettre de mission du chef de la cellule Afrique de l'Élysée, Bruno Joubert, a même été d'éradiquer les résidus des vieux réseaux français. À peine visé, Robert Bourgi, *missi dominici* choyé des palais africains et du duo Chirac-Villepin. Mais Bourgi a continué de porter les messages des potentats africains à Claude Guéant et à Nicolas Sarkozy. Lassé, Joubert a préféré s'en aller au royaume enchanté, ambassadeur à Rabat, plutôt que de continuer à lutter. Le terrain a été délaissé. Aujourd'hui, les émissaires des présidents africains dictent leur volonté. Non seulement la France a perdu la main en Afrique, mais elle l'a laissée. Sans plus rien comprendre au terrain. Ni influencer. Ou même écouter. Quand le pays a encore besoin des ressources énergétiques de l'Afrique. Revue des territoires interdits.

SARKO HORS SUJET

« On a cru à une inflexion, souffle un proche du (toujours ?) président ivoirien Gbagbo. Les dernières déclarations nous ont déçus. » Sitôt après avoir reconnu la victoire de l'opposant Alassane Ouattara à la présidentielle du 27 novembre, Sarkozy I^{er} a invité le boulanger Gbagbo à quitter le pouvoir. Réaction des fins connaisseurs: « Sarkozy n'a pas compris qu'il ne pouvait pas parler comme ça à un chef d'État et surtout à Gbagbo. De telles prises de position le renforcent auprès du peuple, qu'il ait gagné ou non les élections... » Abidjan ne prend même plus le président français au télé-

phone. Et ce n'est pas la nouvelle ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, qui va pouvoir user de son sens de la diplomatie. En 2004, l'armée française de MAM, ministre de la Défense, a ouvert le feu sur la foule ivoirienne: plus de 60 morts. Impasse dans un pays premier fournisseur de cacao au monde, riche en diamant et en pétrole.

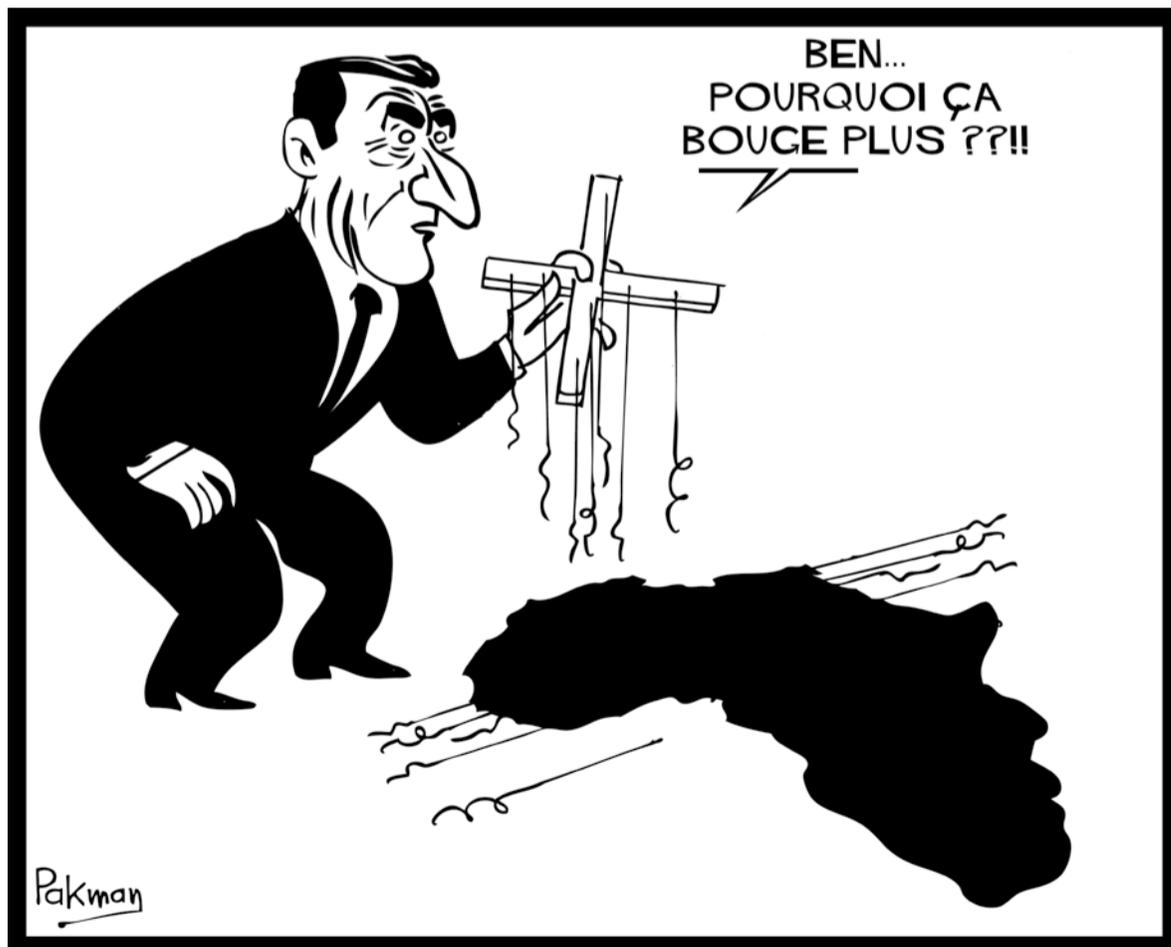
Heureusement, restent Bouygues pour les constructions et Bolloré pour le port... Installés dans le pays par Ouattara, du temps où il était Premier ministre, adoubé par un Gbagbo pas si isolé. Lors de la cérémonie d'investiture de Gbagbo, étaient présents, outre l'ambassadeur libanais, les excellences de deux poids lourds du continent: l'influente Afrique du Sud et le pétrolier Angola.

L'ANGOLA S'ÉLOIGNE

Le verdict rendu lundi dans le procès fiscal de Pierre Falcone – l'homme d'affaires immolé dans l'Angolagate –, n'a pas arrangé les intérêts français en Afrique. Trente mois ferme quand le parquet ne demandait que 24 mois avec sursis. Vu de Luanda, Falcone est considéré comme un « otage » de la France. N'a-t-il pas vendu les armes qui ont permis à Dos Santos, l'ancien chef communiste, de gagner la guerre civile? Tant que la France ne l'aura pas remis en liberté, le pétrole et les autres ressources du pays ne seront pas pour la France. Neuf milliards de barils, la note est salée.

Pour expliquer « l'acharnement judiciaire » sur Pierre Falcone, il faut bien évoquer l'influence, auprès de quelques magistrats parisiens, d'un réseau d'anciens militants d'extrême droite proches de Savimbi, l'opposant historique à Dos Santos. Lorsqu'il était le conseiller justice de Sarkozy, Patrick Quart, lié à ces vieux réseaux, a tout fait pour coincer Falcone... Et barrer la route des intérêts français vers l'eldorado angolais *

XAVIER MONNIER ET JACQUES-MARIE BOURGET



CHEF SCOOP

Quand le juge français parle à l'ambassadeur américain



Dans les petits papiers publiés par WikiLeaks, on trouve du lourd et de l'injuste. Ainsi, les diplomates américains basés à Paris ont raconté avoir reçu, le 9 mai 2005, le juge antiterroriste Jean-François Ricard. Première question: que vient faire un magistrat français à l'ambassade des États-Unis? Est-il en mission, vient-il prendre des ordres ou simplement noter la recette du pancake? On l'ignore, mais ça sent l'incrimination de « relation avec une puissance étrangère ». Et ça, c'est douze balles dans la peau.

Le bon Ricard, d'après WikiLeaks, « explique que les magistrats tels que lui, spécialisés dans l'antiterrorisme, bénéficient du "bénéfice du doute". Il prend comme exemple le dossier Djamel Beghal, arrêté en 2001 et soupçonné d'un projet d'attentat contre l'ambassade américaine à Paris. Ricard dit que les preuves (contre lui et ses complices) ne seraient pas suffisantes, normalement, pour les condamner, mais il estime que ses services ont réussi [à les faire condamner] grâce à leur réputation. »

Avez-vous entendu un quelconque vacarme sur cette affaire? Non. Djamel Beghal n'est pas beau, très barbu, pas mal algérien et religieux à l'extrême. Mais l'avocat du loustic, Bérenger Tourné, a lu WikiLeaks. Il y a du Vergès dans ce jeune maître, le goût d'une justice qui soit un peu la même pour tout le monde. Dès le lendemain de la parution des propos prêtés à Ricard, l'avocat fait porter au Palais de justice un courrier interrogateur sur cette étrange façon de faire du droit. Tourné envisage de demander une révision du procès fait à son client.

Dernière question: quand on arrête un islamiste, que faut-il faire? Appliquer le Code pénal ou téléphoner à l'ambassade des États-Unis? * J.-M. B.

CHIRAC

VOUS AVEZ DIT 300 MILLIONS?

Proche de Balladur, l'intermédiaire Ziad Takieddine, qui était en charge de négocier une vente de fréquences Sawari II avec les Saoudiens, a été écarté du marché par Jacques Chirac lorsque ce dernier fut élu président de la République, en 1995. Dans un entretien récent au *Journal du dimanche*, l'homme d'affaires prétend qu'il a été dédommagé des « frais commerciaux » qui lui étaient dus, en 1997, par un étrange don de Rafic Hariri, proche de Chirac et assassiné en 2005. « À l'époque, Chirac gère lui-même le dossier lors d'un voyage en Arabie saoudite, en juillet 1996 », explique un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, alors en charge de la tutelle de la Sofresa, la société d'État signataire du fameux contrat Sawari II. Et si Chirac s'intéresse à cette négociation, poursuit notre source, c'est que « l'ancien chef de l'État espère récupérer pour son propre compte les fonds qui étaient destinés à Takieddine et les placer sur un compte personnel ». Le montant des fonds destinés à Ziad Takieddine est particulièrement troublant: 300 millions de francs de l'époque (45 millions d'euros environ). Or, dans la fameuse affaire du compte japonais de Chirac, un message classé « urgent réservé » du chef de poste de la DGSE à Tokyo, rédigé le 11 novembre 1996, fait référence à un compte ouvert au nom du Président à la Tokyo Sowa Bank. La source des services français, dissimulée sous le nom de code « Jambage », évoque des dépôts de l'ordre de 7 milliards de yens, soit, justement, 300 millions de francs.

D'où le soupçon pesant sur Chirac. En 1995, il aurait pu stopper les commissions destinées à Takieddine et les récupérer pour arrondir ses fins de mois. L'ex-chef de l'État n'aurait donc pas agi, comme l'a récemment expliqué Dominique de Villepin au juge Van Ruymbeke, « pour arrêter la partie des commissions qui apparaissent illégitime, non justifiée ». Si l'hypothèse d'un détournement des commissions Sawari au profit de Chirac se confirmait, la position de Villepin deviendrait vite très inconfortable.

« SUPER MENTEUR »

Un malheur n'arrivant jamais seul, Jacques Chirac pourrait être mis en cause, toujours pour son compte japonais, par le juge de Tahiti, Jean-François Redonnet, qui enquête sur la disparition mystérieuse d'un journaliste, Jean-Pascal Couraud, dit « JPK », en 1997. Lors d'une mission à Paris voilà un mois, ce magistrat obstiné interrogeait, entre autres, le général Dominique Champetiaux, l'ancien numéro deux de la DGSE. Ce dernier est l'auteur d'une note datée du 21 janvier 2002 destinée à Chirac: le compte japonais, expliquait en substance le galonné, était une pure rumeur née d'un article dans le *Shukan Post*, un magazine trash japonais. Circulez, y a rien à voir. Pas de chance, la commission rogatoire du juge Redonnet au Japon est rentrée à bon port, indiquant que jamais un tel papier n'avait existé dans la presse japonaise. Disons que le bon général Champetiaux, comme Villepin, n'est plus très à l'aise dans ses rangs * N.B.



Les échos de Paul Vermus

Ne le répétez pas à mes amis du Flore...

C'est désormais une tradition. À l'approche des fêtes, les médias désignent l'homme ou la femme de l'année. Selon un dernier petit pointage, le *Times* devrait choisir **Mark Zuckerberg**, le fondateur de Facebook, le *Point*, l'incontournable **François Fillon**, *VSD*, **Jean-Luc Mélenchon**. Sans oublier le très influent *Washington Post*, qui pencherait pour **Julian Assange**, le patron du site WikiLeaks, qui succéderait ainsi à Bernard Madoff.

Le directeur de la rédaction d'i-Télé, Albert Ripamonti, a demandé à **Audrey Pulvar** de renoncer à présenter son émission politique. A-t-il oublié l'époque où il dirigeait la rédaction de France 24? Sa patronne était alors Christine Ockrent et le mari de celle-ci, Bernard Kouchner, ministre de tutelle de la chaîne. Ça n'avait pas l'air de le gêner.

Éric Revel, le directeur de LCI, trouve consternant le fait que BFM TV, chaîne d'info en continu concurrente, ait retransmis une partie de l'élection de **Miss Nationale**, le nouveau concours de Geneviève de Fontenay, en direct sur son antenne.

Dominique, jolie blonde de 58 ans, épouse d'**Alassane Ouattara**, est l'une des femmes les plus riches de Côte d'Ivoire. Propriétaire d'agences immobilières à Paris, Cannes ou Libreville, d'un cabinet de gestion de

syndics, elle a aussi acquis la franchise Jacques Dessange aux États-Unis. Son groupe, Aici (Agence internationale de commercialisation immobilière), emploie 250 personnes.

Les dix équipes d'architectes chargées de plancher sur le Grand Paris, et, parmi celles-ci, **Nouvel, Portzamparc, Rogers ou Castro**, ont chacune touché 90 000 euros d'honoraires. Selon les principaux intéressés, leurs précieux conseils permettront d'économiser 10 milliards d'euros. On ne demande qu'à les croire.

Pierre Charon, qui a dû quitter ses fonctions de conseiller à l'Élysée, où il n'était plus en odeur de sainteté, vient d'être récupéré par Maurice Leroy, le nouveau ministre de la Ville. Il sera tout particulièrement chargé du dossier du Grand Paris.

Rappelons que **Daniel Le Scornet**, l'ancien puissant président de la Fédération des mutuelles de France et candidat déclaré aux primaires du PS, a été décoré des insignes de chevalier de la Légion d'honneur des mains de Martine Aubry.

Paradoxalement, **M^e Francis Terquem**, le cofondateur de SOS-Racisme, s'est réconcilié avec le ministre de l'Intérieur, lequel va créer, au premier se-

mestre 2011, l'Observatoire contre le racisme, qui sera présidé par le Cran, dont Terquem est l'avocat.

Pierre Dukan, célèbre pour son fameux et très contesté régime, a décidé d'agrandir son escarcelle. Non seulement il conseille des restaurants qui proposent des menus diététiques à Cannes ou à Londres, mais il envisage d'ouvrir prochainement une clinique de santé près de Vence... Ou comment perdre quelques kilos pour quelques milliers d'euros.



Les haines perdurent. L'autre jour, **Emir Kusturica** a croisé **BHL** au Café de Flore. Les deux hommes ne se sont pas salués. Disons qu'ils ont fait semblant de ne pas se voir...

Patrick Rambaud, Prix Goncourt pour *la Bataille*, a trouvé le bon filon. Il publie dans les prochains mois la quatrième *Chronique du règne de Nicolas I^{er}*. Un ouvrage dans lequel l'auteur nous conte l'estocade portée au duc de Villepin, la ruineuse affaire des vaccins de la baronne Bachelot, la nomination ratée de M. le Dauphin. Sans oublier le feu d'artifice attisé par M. Woerth, duc de Chantilly et trésorier impérial. Notre prince pourra-t-il remonter la pente? La suite dans le prochain épisode *

LES COULISSES DU POUVOIR



Le souci de Larcher

Gérard Larcher, le président du Sénat, n'a pas très envie de voir des ministres se présenter aux élections sénatoriales, en septembre 2011. Car, une fois élus, s'ils restent au gouvernement, les nouveaux parlementaires devront laisser passer un mois avant de faire siéger leurs suppléants, c'est la loi. Autant de voix perdues pour Larcher à l'heure d'une réélection qui se jouera justement à quelques votes près.

Sont concernés par le dilemme: Chantal Jouanno, possible candidate à Paris, et Maurice Leroy, futur candidat dans le Loir-et-Cher.

Le mercato des ministères

De l'UMP à Facebook ou SFR, une destination de choix pour les évacués des ministères du dernier remaniement. Anne-Sophie Bordry, ancienne collaboratrice de Nathalie Kosciusko-Morizet et d'Éric Besson, va aller grenouiller aux affaires publiques chez le leader mondial du réseau social. Tandis que Vincent Talvas, homme lige de Woerth depuis 2002, profite d'un poste chez SFR, créé pour l'occasion. Un hasard? Plutôt une bénédiction. Son nouveau patron, Philippe Logak, secrétaire général de la boîte, n'est autre que l'ancien collaborateur de Rachida Dati et Christine Lagarde. Qu'il ne connaît que trop bien. Une mauvaise langue de l'UMP d'ajouter: « *Talvas a en plus bénéficié des réseaux du Premier cercle quand il était en charge des caisses du parti.* » Un mobile solide.

Bernadette, l'amie de Martine

Bernadette Chirac aime décidément les élus du PS. Après s'être affichée au côté de François Hollande, la présidente de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France soutenait Martine Aubry, le 9 décembre à Lille, pour le lancement du guide lillois de l'aide à la personne malade et à son entourage. L'ex-première dame a même mis la main à la poche pour encourager l'initiative de la première secrétaire. Et ce n'était pas des pièces jaunes...

Jacques a dit couché!

Jacques Attali l'a mauvaise. Deux ans après la remise de son « rapport sur la croissance », qui prévoyait la suppression des départements, il a, au cours d'un déjeuner au journal *les Échos*, admis avoir échoué. Pis, il s'en est pris au rapport Balladur, qualifié de « farce » – mais préféré par Sarkozy –, qui préconisait, à l'inverse, un renforcement de l'échelon local. Attali a son explication: « *Pour des raisons électorales, l'exécutif a reculé.* » Si ça peut le rassurer.

Au PS, le Gbagbo ivre

Pas un traître mot sur la Côte d'Ivoire en réunion interne des députés socialistes, mardi 7 décembre. La situation entre pro et anti-Gbagbo est tabou au sein du groupe PS. Dans les couloirs, on espère que « *tout cela passera vite* » et que « *les esprits vont bien finir par se calmer* », pour ne pas citer Henri Emmanuelli et François Loncle, qui soutiennent toujours la réélection du président sortant. On aimerait les ivoire *



AFFAIRE BETTENCOURT : RÉCONCILIATION

L'AMOUR ARRANGE TOUT !!



« La Provence » et M. Frère

L'info. « Alexandre Guérini, la pieuvre », *la Provence*, 2 décembre.

Le décryptage. Depuis l'arrestation d'Alexandre Guérini, le 29 novembre, dans le cadre d'une vaste enquête sur les marchés publics truqués de la cité, le quotidien régional s'en donne à cœur joie. Trois jours à la une, avant une accalmie. Son frère, Jean-Noël Guérini, président du conseil général, se révèle être l'un des premiers annonceurs du journal. Et Alexandre s'était lui-même offert la dernière page du quotidien, le 29 avril en pleine affaire, pour faire la pub de sa société SMA environnement. À croire que le canard ne veut pas non plus finir suicidé (*lire notre portrait d'Alex Guérini, page 16*).

Bayrou dévisse

L'info. « Bayrou juge son lien avec les Français intact », *le Figaro*, 3 décembre.

Le décryptage. Au-delà de cette vision très optimiste, François Bayrou peut dire merci au service public de l'avoir invité à passer un après-midi sur le canapé rouge de Michel Drucker. Et, mieux, de ne pas l'avoir déprogrammé en raison du match décisif de la finale de Coupe Davis entre la Serbie et la France. Patrice Duhamel, ex-numéro deux du groupe, lui avait en effet provoqué une belle frayeur la semaine passée, quand, face aux caméras du *Petit Journal*, il lui assurait qu'en cas de cinquième match de Bleus, *Vivement Dimanche* serait reléguée au milieu de la nuit. Le président du Modem s'était alors exclamé: « *Oh merde alors!* » Que s'est-il passé entre-temps? Mystère, mais les téléphones des patrons de l'audiovisuel public ont dû chauffer.

« Marianne » met la gomme

L'info. « Espionnage AEF: pourquoi Christine Ockrent est mise en cause », *Marianne2.fr*, 3 décembre.

Le décryptage. En pleine crise d'espionnage aiguë au sein de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), le site de l'hebdo a publié la plainte déposée par Véronique Katlama, directrice juridique du groupe, accusant nommément Thibault de Robert, un informaticien, ancien de BK Conseil (la société de consulting de Bernard Kouchner), d'avoir « *volé des données informatiques* ». Las, dans un élan de transparence toute wikileaksienne, le site a laissé apparaître des données confidentielles concernant plusieurs personnes citées dans la plainte, comme le numéro de portable de Thibault de Robert ou l'adresse de Véronique Katlama. Puis s'est ravisé en biffant ce qui aurait dû l'être. Il va falloir que Jacques Julliard remette un peu d'ordre (*lire notre papier sur l'AEF, page 10*).

Trop Flore!

L'info. « BHL fête la Règle du jeu et se prépare pour DSK », *Marianne2.fr*, 3 décembre.

Le décryptage. L'hebdomadaire, qui a pu se rendre à la soirée organisée le 30 novembre au Flore par Bernard-Henri Lévy pour l'anniversaire de sa revue, raconte que « *plusieurs patrons de médias conversaient devant l'entrée de la brasserie: Jean-Pierre Elkabbach, le président de Public Sénat, Franz-Olivier Giesbert, le directeur du Point, Jean-Luc Hees, le président de Radio France, accompagné de Philippe Val, le directeur de France Inter, au côté d'Olivier Poivre d'Arvor, le nouveau patron de France Culture* ». Mais l'auteur oublie de citer aussi, parmi les convives: Maurice Szafran (*Marianne*), Laurent Joffrin (*Libération*), Christophe Barbier (*l'Express*), Jean Daniel (*le Nouvel Observateur*), Étienne Mougeotte (*le Figaro*), Olivier Jay (*le JDD*), Éric Fottorino (*le Monde*), Nicolas Brimo (*le Canard enchaîné*)... BHL ou l'art de fédérer... les patrons de presse *



FONCTION PUDIQUE Enquêtes internes, rappels à l'ordre, intimidations, plaintes contre X... Les fonctionnaires qui parlent à la presse – même sur des sujets a priori anodins – sont en droit de craindre pour leur carrière. Nouvelle devise : motus et bouche cousue.

FONCTIONNAIRE, boucle-la !

« **M**éfiez-vous des journalistes, a prévenu, en Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy. Ne vous laissez pas piéger par eux... Ils vous font faire des boulettes, et ces fautes vous poursuivront tout le temps. » Derrière le conseil amical aux nouveaux venus, une menace à peine voilée : le Président ne plaisante pas avec les « boulettes » des ministres et hauts fonctionnaires. Surtout si elles risquent de l'atteindre. David Sénat, le conseiller de MAM qui avait transmis au Monde des PV de l'instruction en cours sur l'affaire Bettencourt, en a fait les frais : viré illico. Le message est on ne peut plus clair : fonctionnaire, mieux vaut te taire ! Exemple, au ministère de la Culture. Alors qu'une journaliste de Bakchich s'enquiert d'un problème peu sujet à polémique, un e-mail circule rapidement. Objet : « Attention danger. » Et le courriel d'avertir qu'une reporter souhaite obtenir des informations sur un dossier : « Merci de ne pas répondre, surtout si la journaliste contacte vos services. » Tous aux abris ! « Depuis des années que je travaille ici, je n'ai jamais rencontré un tel climat de méfiance », rapporte un fonctionnaire de la rue de Valois.

Alors que l'affaire Bettencourt bat son plein dans les médias, avec son tentaculaire volet fiscal, les fonctionnaires des impôts découvrent soudain qu'ils sont sous étroite surveillance. Gare à celui qui entrerait en contact avec la presse pour divulguer des secrets ! « Certains ont fait l'objet de rappels à l'ordre très intimidants », raconte Vincent Dreuzet, secrétaire général du Syndicat national unifié des impôts. Des mises en garde qui, la plupart du temps, suffisent à faire perdre leur langue aux agents.

OUTILS DE SURVEILLANCE

Mais, s'il le faut, l'administration sort ses griffes. Récemment, un fonctionnaire s'est plaint par voie de presse du peu d'efficacité des vérificateurs des impôts dû au manque de moyens de cette administration – a priori, rien de bien méchant dans cette confession anonyme. Et pourtant, une enquête a

aussitôt été diligentée pour identifier le bavard. Ce désagréable sentiment de surveillance est renforcé par le développement d'outils de contrôle interne qui pistent et rendent toute intervention, comme la consultation de certains documents, « traçable ».

PALME POUR LE QUAI D'ORSAY

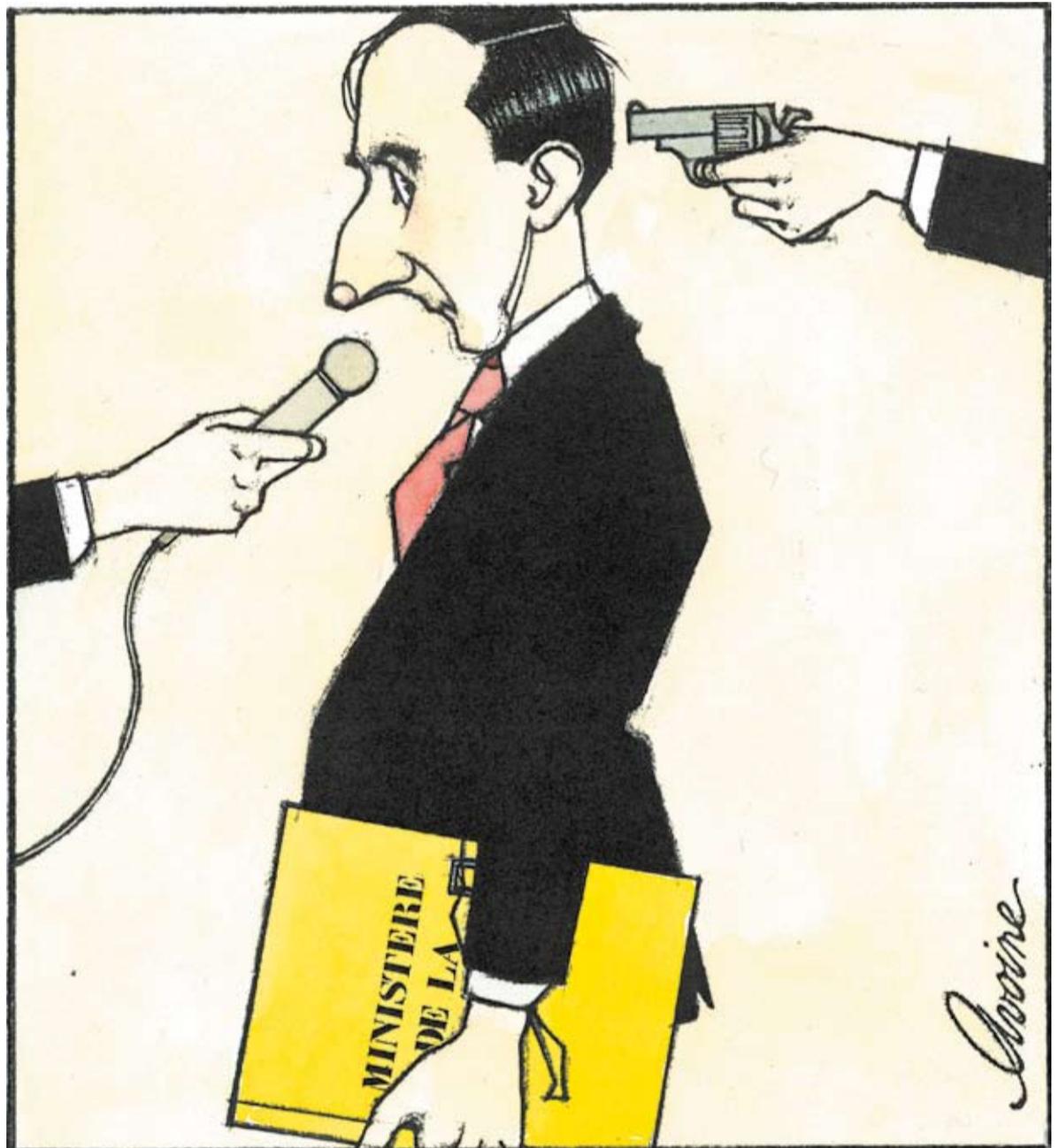
Mais la palme de l'intimidation revient sans conteste au Quai d'Orsay. Pour confondre l'agent qui transmettait aux médias des télégrammes diplomatiques, une plainte contre X pour « compromission d'informations classifiées » a été déposée. Avec, en sus, une enquête de la Direction centrale du renseignement intérieur. Haro sur la taupe ! De quoi alimenter toutes les paranoïas. « Je n'ose même plus raconter ma journée sur mon portable. C'est peut-être secret défense », ironise un fonctionnaire du Quai.

En tout cas, l'effet attendu est obtenu : avant même que tombent des sanctions, les sources qui alimentaient de longue date certains journalistes se sont soudainement tarées. « Il y a aujourd'hui un climat peu propice à une liberté d'expression tous azimuts », confirme sobrement Philippe Soubirous, de FO Fonction publique, qui estime que même les syndicats sont désormais sous pression dans leurs prises de position publiques.

CHASSE AUX SORCIÈRES

Le plus déroutant, dans cette chasse aux sorcières, est que la traque concerne la moindre prise de parole des fonctionnaires, loin des questions pouvant porter atteinte à la sûreté de l'État... Ainsi, dans la fronde des salariés des Archives nationales, à Paris, contre le projet de création d'un musée d'histoire de France à la sauce Sarkozy, les contacts avec la presse ont très tôt fait l'objet de rappels à l'ordre. Une réunion publique à laquelle étaient invités de grands historiens pour débattre du bien-fondé d'un tel musée a été interdite par Hervé Lemoine, le directeur des Archives. Motif : les fonctionnaires n'ont pas à participer à ce genre de polémique politique. Rien à voir, bien sûr, avec le fait que Lemoine ait été nommé par le président de la République ✱

LUCIE DELAPORTE



Mot à Mot

DEVOIR [d(ə)vwar].

n. m. ... de réserve !

« Le Taser ? Je m'en sers en vacances dans la Creuse, quand on tue le cochon ! » aurait déclaré un cadre important de la hiérarchie policière. En privé, bien sûr, devoir de réserve oblige. Ce qui prouve, d'une part, que le corps des fonctionnaires de sécurité, alimenté par l'exode rural, a gardé ses racines ; et, d'autre part, que le Taser, comme la SPA, n'est pas fait pour les chiens. Si la chose venait à se savoir, où irait la France !

Chacun fait son devoir. Très tôt, il y a les devoirs du soir, que les

gnards bâclent pour vite activer la Wii, les devoirs de vacances, qui emmerdent surtout les bons élèves, et même les devoirs de mémoire, où l'on copie sur les voisins. Ensuite, il y a le devoir conjugal, qui conduit droit au divorce quand on a copié sur la voisine. Et le devoir de citoyen, pour élire Miss France. Et finalement, on te rend les derniers devoirs parce que ça fait un après-midi de congé.

Heureusement, pour égayer le parcours, il y a en réserve le devoir de réserve, qui consiste, pour les agents de l'État, à « exprimer leurs opinions avec discrétion », selon mon pote le Petit Robert. Vous leur demandez s'il va pleuvoir ? Ils doivent répondre, à mi-voix : « Faut voir. » À l'extrême rigueur, ils peuvent murmurer :

« Peut-être. » Et pour le Taser, la réponse type, c'est « des fois, oui », quelle que soit la question. Gaffe ! Un huissier de Matignon s'est fait virer pour avoir clamé, chez Morandini, qu'il n'aimait pas les rillettes ! En fait, le devoir de réserve, comme le plombier, c'est pour colmater les fuites. Pour éviter que des sorniois des ministères laissent filtrer sur Internet : « Le boss, c'est un agité mégalomane qui finira dans le mur ! » et qu'on se risque à les croire, vu leurs responsabilités éclairées. Pensez au second du Titanic : il avait vu l'iceberg, mais il n'a rien dit pour ne pas fâcher le pacha. C'est ça, le devoir de réserve. Dans la marine, en tout cas. Heureusement qu'on a les pieds sur terre... ✱

JACQUES GAILLARD

Devoir de réserve et droit d'expression

L'obligation de réserve des fonctionnaires est une donnée juridique assez floue, sujette à diverses interprétations. Elle est liée au principe de neutralité de la fonction publique, qui proscrie tout prosélytisme de la part des agents. Pas question de critiquer le bouclier fiscal au guichet des impôts ou de dénigrer la politique de son ministère de tutelle. Enfin, en théorie.

Dans les faits, les situations sont examinées au cas par cas. La position hiérarchique du fonctionnaire joue beaucoup. Qu'un prof conteste la dernière réforme de l'Éducation nationale passe encore, mais que son inspecteur s'y mette, ah non ! Reste que ce devoir de réserve ne doit pas entrer en contradiction avec le droit d'expression. Un subtil équilibre aujourd'hui menacé ✱ L. D.

MARC FRANCELET RATTRAPÉ PAR LA JUSTICE

BANDIT Capable de vendre à prix d'or des articles bidons, de faire pression sur Mitterrand pour qu'il reçoive un dictateur, d'extorquer des millions d'euros à des pipoles ou à des patrons, Marc Francelet est l'homme de tous les excès, de tous les réseaux. Portrait.

COURROYE, "CET ENCLÉ DE JUGE"

Grande gueule, bon vivant, amateur de cigares et de coups fourrés, Marc Francelet est, depuis un quart de siècle, un formidable informateur de la presse parisienne. Le tout-Paris médiatique a fait de « Marco les bons tuyaux », comme on le surnomme volontiers, une de ses coqueluches. C'est que l'ancien photographe de presse possède un des plus beaux carnets d'adresses de la place de Paris: Jean-Paul Belmondo et Johnny Hallyday sont ses amis, André Santini et Patrick Balkany aussi, et également feu Françoise Sagan, Guillaume Durand, Franz-Olivier Giesbert, Hervé Gattegno, les paparazzi de *Paris-Match*...

Ce qu'on savait moins, c'est que Marc Francelet avait amassé en Suisse un joli magot, dont la justice, hélas pour lui, a retrouvé la trace. Le 23 septembre, le parquet de Paris a renvoyé cette star des médias parisiens devant le tribunal correctionnel pour avoir extorqué des millions d'euros à plusieurs chefs d'entreprise. La sympathique tambouille journalistique de Marco ressemble désormais à une mauvaïse bouillabaisse.

Ce qu'on découvre aujourd'hui grâce à l'instruction menée successivement par les juges

Philippe Courroye puis Jean-Christophe Hullin, c'est que Marc Francelet règne le plus souvent par la terreur. Interrogés sur leur soudaine générosité, les généreux donateurs de Marco ne se sont guère montrés bavards. « *Ils avaient peur physiquement* », témoigne un flic qui les a interrogés. Ancien attaché de presse des frères Zemour, Marc Francelet fréquente toujours des réseaux peu recommandables, notamment

gitans ou corses (*lire son portrait ci-dessous*).

Le réquisitoire du parquet de Paris dont nous publions des extraits ci-contre mentionne que le sympathique Marco, entre deux plaisanteries grasses, était susceptible de se présenter à ses amis avec une arme à la main. Le genre, note toujours le parquet, à user de « *fortes pressions psychologiques* ».

Les écoutes que les flics ont pratiquées sur cet informateur privilégié de la presse parisienne traduisent bien cet état d'esprit, disons un peu revendicatif: « *Courroye, cet enclé de juge.* » Parfois plus nuancé, Marc Francelet traite le juge de « *psychopathe* » et de « *pervers* ». « *De la merde*, dit-il, *le magistrat va en avoir jusqu'aux yeux.* » Après le champagne, du bien mauvais mousseux ✱

NICOLAS BEAU

Coqueluche des médias, ami des voyous, Francelet fréquente le tout-Paris.



SHOWBIZ, PÈGRE ET CHAMPAGNE POUR TOUS

Tout juste sorti de l'adolescence, Marc Francelet est un opportuniste surdoué. Il comprend que, dans la presse, le plus lucratif, ce sont les relations. Marc devient le confident de Jean-François Devay, fondateur de l'hebdo d'extrême droite *Minute*. Puis rencontre Paul Pétridès, riche marchand de tableaux. Ça tombe bien. Deux braqueurs ont confié à Francelet un petit tas d'Utrillo volés. L'ami de la presse confie les toiles à Pétridès, qui les vend à de fortunés Japonais. Francelet commence une longue série de stages à Fleury-Mérogis.

À sa sortie, il devient l'attaché de presse du gang des Zemour. Une équipe de pieds-noirs installés faubourg Montmartre à Paris, et aussi au SAC, la police parallèle gauloise. Marco le séducteur parvient à convaincre Jacques Derogy, la star de *l'Express*, de bâtir un sujet de 30 pages dans son hebdo. Le thème: les Zemour sont victimes d'un acharnement poli-

cier. La direction du journal s'affole et ne publie que deux pages du panégyrique.

Francelet vit alors dans l'ombre de collègues mourant parfois d'accidents du travail, une balle dans la tête. Dans le lot, Marc a une préférence pour Pierre Goldmann, ancien gauchiste condamné pour meurtre puis acquitté. Au sein de la firme Zemour, « Pierrot » a repris du service. La profession de gangster associé vaut à Marc un nouveau séjour en prison. Las, le 28 juillet 1983, alors qu'il promène son chien, Gilbert Zemour est assassiné. Marco est au chômage.

EXCÈS... DE VITESSE

Ni une ni deux, Francelet remet le cap sur le showbiz. Principalement dans les pas de Jean-Paul Belmondo. L'acteur n'a-t-il pas présenté André Guelfi, dit « Dédé la sardine », à Marco? Dédé n'a qu'une obsession: obtenir que l'Élysée, alors occupé par François

Mitterrand, invite son ami Karimov, le doux président ouzbek. Pour ce faire, Marco tient sa star, Françoise Sagan, à qui il demande de convaincre le Président d'inviter le tyran. La supplique va rester vaine. En attendant, Marco pique 1 million de dollars à Dédé, le prix pour publier un éloge de Karimov dans *le Monde*! Berné, Guelfi n'aura ni l'Élysée ni *le Monde*.

D'une combine l'autre, entre deux coupes de champagne, l'ami des journalistes vit bien. Mais parfois sa joyeuse vie a un bogue. Comme ce jour où il se fait arrêter à 250 km/h, au volant d'une Ferrari, et que les gendarmes découvrent que notre ami a un solde de prison à purger...

En 1989, victime d'un attentat, un DC10 d'UTA s'est à peine écrasé que notre envoyé très spécial balance un scoop à *Paris-Match*: à bord de l'avion voyageait « Jacky des Halles », un braqueur reconverti dans le trafic d'armes. Voilà le pourquoi de la

bombe à bord... Marc connaît bien Jacky. Naguère, le voyou lui a fourni les adresses d'un argent facile. Suffisait de secouer un peu les avars. On peut alors croiser Francelet volant à volonté dans le jet privé de la Lyonnaise des eaux, une compagnie tentaculaire où il se comporte avec l'aisance du PDG.

DE BELMONDO À HALLYDAY

Belmondo se lasse de son trop cher ami? Johnny Hallyday prend le relais. Mais le noyau dur de la presse reste son officine. On y trouve des patrons et des investigateurs au-dessus de tout soupçon, des amis ou des obligés: Hervé Gattegno, passé de *l'Obs* au *Monde* et du *Monde* au *Point*; Franz-Olivier Giesbert, chef du même canard; Guillaume Durand; Renaud Revel, de *l'Express*, avec la complicité duquel il monte « *un chantier* » contre Arnaud Lagardère. Marc peut aussi compter sur son antique camarade

de *l'Obs*, François Caviglioli, et son voisin de bureau Serge Raffy. Notre héros plonge parfois les mains dans le cambouis, quand François Siegel est assez fou pour lui confier un poste à *VSD*. Il sera aussi un des piliers de *Choc*, au côté de Pierre Lescure.

L'embargo sur l'Irak de 1991 à 2002 est le genre de situation qui permet à notre sujet de donner sa pleine mesure. Avec l'appui technique de Loïk Le Floch-Prigent, il entreprend de ressusciter deux vieux puits de pétrole dans la région de Mossoul. Des derricks fantômes. En vrai, le but est de plumer Michel Coencas, un naïf qui avance les fonds, de l'argent qu'on lui dit nécessaire au jaillissement de l'or noir. Qui reste sous terre alors que les sous investis, eux, sont pompés vers de discrets comptes. Tout cela sous les yeux amusés d'amis du Mossad que Francelet rencontre régulièrement à Tel-Aviv ✱ N. B. ET X. M.

QUATRE MILLIONS D'EUROS DE TRANSACTIONS SUR SES COMPTES SUISSES

A lire le réquisitoire du parquet de Paris à l'encontre de Marc Francelet, accusé de recel d'abus de biens sociaux, de confiance et d'escroquerie, on découvre qu'un paquet de patrons généreux ont alimenté grassement les comptes suisses de «Marco les bons tuyaux». Pourquoi? Là commence le mystère: les généreux donateurs n'ont pas été très bavards...

DES « DONS » À GOGO

Là, de grands propriétaires immobiliers laissent Francelet encaisser un chèque de 115 553 euros qui ne lui est pas destiné. Et dont l'émettrice est une société pour laquelle il n'avait aucunement œuvré. Ici, une petite aide d'un bijoutier: 70 000 euros dans les tuyaux de Marco. Un peu plus loin, les célèbres Coencas, père et fils, longtemps proches de Bernard Tapie, qui se délestent de 213 000 euros afin d'adoucir l'horizon du vibrant Francelet. Même le patron de Von Dutch, griffe de fringues un temps à la mode, crache au bassinet: 100 000 euros aux bonnes œuvres de Francelet, dont le fils est un salarié maison.

« PRESSIONS PSYCHOLOGIQUES »

Dispendieux, l'ancien camarade de Françoise Sagan n'oublie pas de régaler (ou de mouiller) la famille. Des vacances en Corse, huit jours à 161 920 euros? Régérées par la société Vocalcom. Besoin d'un boulot pour sa douce, Vanessa Dubost? Un job dégoté auprès d'une société qui vend des assurances-vie, et dont le patron tient une boîte échangiste à Paris. Et, pour assurer l'avenir, une galerie d'art helvète

verse une obole de 575 000 euros sur un compte suisse. « Prêt », assure le galeriste. « Vente » de tableau, jure le comptable devant le juge. Qui subodore une entourage derrière tous ces détournements et abus de biens sociaux en faveur de Marco, sans que les proprios des boîtes mouffent. Ni bronchent lors de leur mise en examen. Aucun dépôt de plainte, pas même un signe de rébellion. Tout juste l'évocation de « fortes pressions psychologiques », de « peur de représailles ». Sans doute la force du bagout. La science du détail. Par exemple solliciter un prêt en « se présentant muni d'une arme en expliquant qu'il se sentait menacé du fait de dettes contractées auprès de gens peu recommandables » suffit à Marco pour l'obtenir. De l'art de faire chanter les arguments.

CHÔMEUR DE LUXE

Lobbyiste au bagout légendaire dans les couloirs de presse, directeur de collection évanescents chez Michel Lafon, le garçon n'a jamais déclaré toutes ses ressources. Et quand bien même les impôts ont eu en leur possession les documents des prêts financiers qui lui étaient consentis pour plusieurs centaines de milliers d'euros, le fisc n'a pas tiqué, en 2004, en voyant sa déclaration de revenus plafonner à moins de 40 000 euros. Et ne s'est pas même rendu compte que les Assedic régalaient le bonhomme de 4 000 euros mensuels pendant des années. Étrange? Certes, mais toujours moins que les loufoques prêts dont l'ont abreuvé de richissimes hommes d'affaires *

XAVIER MONNIER

PARQUET DU
TRIBUNAL
DE GRANDE
INSTAN-
CE
DE PARIS

RÉQUISITOIRE DÉFINITIF AUX FINS
DE NON LIEU PARTIEL, DE
REQUALIFICATION ET
DE RENVOI DEVANT LE
TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Entendu sur l'origine de ces versements, Gérard PEYRET, gérant des ETABLISSEMENTS MARRET, spécialisés dans la fabrication de bijoux, indiquait que, dans le courant de l'année 2003, Marc FRANCELET, qu'il n'avait rencontré qu'à une ou deux occasions, l'avait sollicité en vue de l'obtention d'un prêt d'argent, se présentant à son bureau muni d'une arme et expliquant qu'il se sentait menacé du fait de dettes contractées auprès de gens "peu recommandables". C'est dans ces conditions que Gérard PEYRET avait été amené à établir un chèque de 70 000 euros

Frédéric BARAN, gérant de la société VON DUTCH expliquait avoir procédé à deux versements de 80 000 euros et 20 000 euros les 1er juin 2004 et 20 octobre 2004 après avoir subi une très forte pression psychologique de Marc FRANCELET (D833).

L'étude des mouvements constatés sur le compte bancaire de ce dernier révélait en effet, sur une période comprise entre août 2001 et janvier 2004 :
- des versements mensuels d'allocations ASSEDIC d'un montant de 4 000 euros en qualité d'ancien salarié de la S.A MICHEL NIARQUIN,

Il apparaissait toutefois que, sur la même période de temps, les revenus déclarés par Marc FRANCELET à l'administration fiscale, étaient compris entre 22 491 euros pour l'année 2001 et 37 533 euros pour l'année 2004 et ce alors même que cette même administration avait en sa possession des documents attestant de trois prêts financiers octroyés à l'intéressé pour des montants respectifs de 76 224 euros (prêt de Monsieur Jean-Paul BELMONDO en date du 2 septembre 1997), 686 020 euros (prêt de Monsieur Etienne RODA-GIL en date du mois d'octobre 2001) et 686 020 euros (prêt de Monsieur Massimo FERRANTI en date du 9 octobre 2000) (D3).

↑ Le 23 septembre, le parquet de Paris renvoie Marc Francelet devant le tribunal correctionnel.

LES MULTIPLES RELAIS MÉDIATIQUES DE « MARCO LES BONNS TUYAUX »

Dans le fatras de la soixantaine de procédures judiciaires où son nom apparaît – alors qu'il a toujours un casier vierge –, une au moins donne son titre de gloire à Francelet et justifie son aimable surnom de « Marco les bons tuyaux » : la carambouille Iskandar Safa, du nom de cet aimable homme d'affaires libanais qui, durant de longues années, a souffert d'une mauvaise presse. Marchand d'armes,

financier occulte de Charles Pasqua, détourné de la rançon des otages du Liban et cible d'un mandat d'arrêt lancé en 2001... un CV bien rempli mais qui froisse une réputation.

150 000 EUROS L'ARTICLE !

Bien heureusement, l'ami Francelet a les armes pour rétablir la vérité des faits auprès d'émérites journalistes. En 2005, une rafale de papiers vient

garnir les colonnes des plus grands journaux. *Le Point* du 24 novembre s'apitoie sur la « situation kafkaïenne » du « PDG d'une entreprise française qui fait des malheurs à l'exportation, interdit de séjour dans l'Hexagone ». Au diapason, *le Monde* du 7 octobre paraît s'enamourer de « ce quinquagénaire athlétique, long et sec comme un fusil », à la vie « d'action et de risque, un roman qui mêle la guerre, le business et l'espionnage ». Aux gratte-

papier, Safa a payé le billet, offert le logement et une montre. Marco les bons tuyaux, lui, a joué l'entremetteur avant de les chaperonner. Et ce n'est bien évidemment pas le virement de quelque 150 000 euros d'Iskandar Safa vers le compte du fiston Francelet, au moment où *le Point* publie l'article, qui a généré cet activisme...

TOUS FRAIS PAYÉS

La justice s'est interrogée sur ces étonnantes pratiques. Jusqu'à ouvrir une enquête pour corruption d'agents privés qui a amené l'audition de grandes plumes de presse. Dans les locaux de la brigade de répression de la délinquance financière parisienne, les flics intrigués ont eu la joie de découvrir les fines nuances de la déontologie. Se faire payer un billet par un sujet d'enquête pose-t-il un problème éthique? « Non, aucun, et vous n'êtes pas qualifiés pour juger; s'indigne Hervé Gattegno, l'auteur de l'article du *Monde*. Le fait que M. Safa ait pris l'initiative de m'adresser un billet d'avion n'a aucunement porté atteinte à mon indépendance de journaliste. » Et à sa bonne conscience? « J'ai fait faire des économies à mon journal. » Enfin un plumitif responsable! Un cas si rare que Franz-Olivier Giesbert l'a, depuis, recruté comme rédacteur en chef au *Point*. La légende ne dit pas si c'est après qu'ils se sont croisés chez les poulets, où FOG a aussi dû picorer pour justifier les liens entre son journal et Francelet. « Je le connais depuis une trentaine d'années (...). Je confirme que Marc Francelet pouvait ouvrir certaines portes. » Quant à l'article incriminé, le patron de presse avoue « ne pas s'être posé la question de la rémunération de Francelet ».

Conclusion, un tantinet moqueuse du parquet, dans son réquisitoire en date du 23 septembre: « La prise en charge des frais de transport et de séjour par une personne faisant l'objet d'un reportage, sans être courante, n'en était pas moins admise à la pratique. » Le non-lieu a été requis pour la corruption, en attendant la décision du juge * X.M.





DEUX PRÉSIDENTS IVOIRIENS,
DEUX MISS FRANÇAISES...

COMME QUOI
TOUT EST POSSIBLE



LARGE

CRIME

ISRAËL, TERRE PROMISE DES MAFIEUX

Bakchich a déterré un câble diplomatique passé inaperçu sur le site WikiLeaks. Où l'on apprend que les bandits israéliens règnent désormais sur le crime organisé mondial.

Comme une odeur de Coppola chaud dans l'arrière-cuisine israélienne. Un câble diplomatique daté de mai 2009, déniché par Bakchich sur le site WikiLeaks, déroule le film des parrains en Terre promise, façon Francis Ford. Le scénariste: James Cunningham, ambassadeur des États-Unis en Israël. Les protagonistes: les gredins du crime organisé israélien. L'intrigue: leur influence grandissante au sein de l'État juif, leurs réseaux en Europe et outre-Atlantique. Une bien noire histoire où l'on apprend qu'à l'origine « cinq ou six familles ont traditionnellement dominé le crime organisé en Israël ». Mais que, « ces dernières années, il y a eu une forte augmentation de la portée et de l'impact de nouveaux réseaux ». Le contrôle d'une région par famille, c'est fini! « L'ancienne école cède la place à une nouvelle race de la criminalité, plus violente », note l'ambassadeur. Fondée sur « une meilleure connaissance des explosifs de haute technologie, acquise au contact du service de défense des forces israéliennes ». Pour une dernière volonté: « Recourir à la violence aveugle. »

Et voyager avec un visa? Pas de problème! Au printemps 2009, trois noms du milieu ont pu participer, à Las Vegas, à une « convention sur les métiers de la sécurité ». Des petits soins possibles à une condition: avoir un casier judiciaire blanc comme neige, en évitant les condamnations pénales. En langage diplomatique, cela donne: « Des Israéliens connus pour travailler ou appartenir à des familles du crime organisé ne sont pas automatiquement inéligibles pour voyager aux États-Unis. »

SOUTIENS POLITIQUES

Au niveau des soutiens politiques de l'organisation, l'ambassadeur a sa petite idée sur le sujet. Ainsi de la députée du Likoud Inbal Gavrieli, élue en 2003, « fille d'un patron présumé du crime » et qui a tenté d'« utiliser son immunité parlementaire pour bloquer les enquêtes dans les affaires de son père ». Et de s'interroger sur la mesure « dans [laquelle] les éléments du crime organisé ont pénétré l'establishment israélien et corrompu des agents publics »... Jérusalem, j'ai rusé l'âme! *

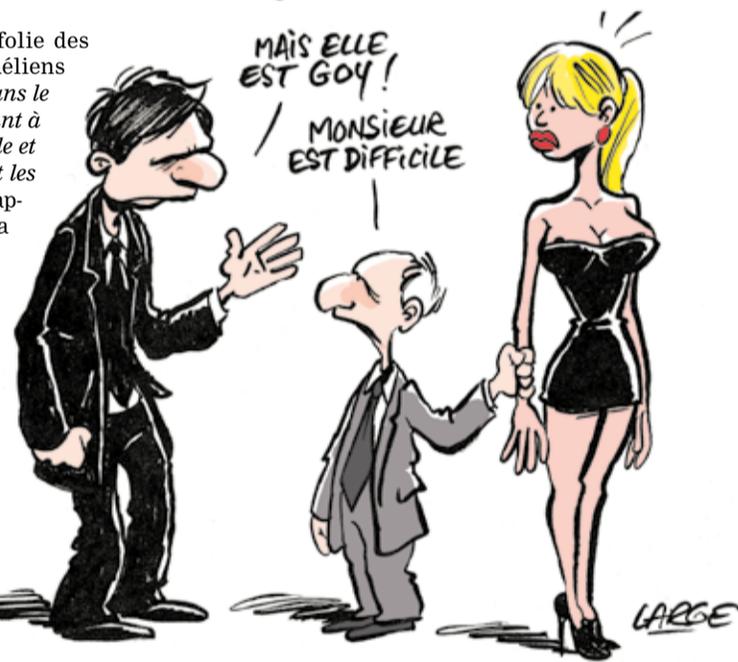
LOUIS CABANES

CONTREBANDE DE FEMMES RUSSES
EN ISRAËL...

EMPREINTE RUSSE

Une arme fatale à la hauteur de leur folie des grandeurs. Les nouveaux parrains israéliens « jouent maintenant un rôle significatif dans le commerce mondial de la drogue, fournissant à la fois le marché de la consommation locale et servant de point de transit vers l'Europe et les États-Unis ». Et l'émissaire américain de rapporter qu'en mars 2009 la police nationale a arrêté 12 suspects « dans ce qui est considéré comme le plus grand réseau de trafic humain mené par Israël à ce jour ». Soit la « contrebande de milliers de femmes de l'ancienne Union soviétique, forcées de travailler comme prostituées en Israël, à Chypre, en Belgique et en Grande-Bretagne ».

L'ogre rouge, replet de billets verts, n'est jamais très loin. Il est, en terre sainte, comme à la maison. Ainsi, « de nombreux oligarques russes d'origine juive et des membres du crime organisé ont obtenu la citoyenneté israélienne, ou, du moins, conservent leur résidence dans le pays ».



LARGE



PEU IMPORTE LE SENS, LA ROUE TOURNE

L'HUMEUR DE PROBST

Jean-François Probst, ex-conseiller de Jacques Chirac et électron libre de la droite, commente sans langue de bois l'actualité politique.

Que d'étranges changements autour de nous. Rachida Dati, autrefois ministre de la Justice et chouchoute du Kaiser Sarkoko, avait commis quelques erreurs. Nicolas l'avait alors envoyée à Bruxelles, jouer à la députée européenne. Aujourd'hui maire du VII^e arrondissement parisien, Dati voit une fois encore la roue tourner: elle est en train de se faire évincer des structures de l'UMP à l'initiative du squatteur de l'Élysée et de François Fillon. Qui parient sur le jeune et sémillant Dominique Tiberi, fils de Jean, pour contrer les ambitions de Mlle Dior.

La roue tourne aussi à gauche. Najat Vallaud-Belkacem, la porte-parole de Royal, a bien raison d'afficher un beau et large sourire. Elle a compris que Ségolène irait jusqu'au bout, quoi qu'en disent les Montebourg, Valls, DSK et compagnie. De toute façon, ce bazar qu'on appelle « primaires à gauche » est une véritable usine à gaz, une idée qui n'a pu germer que dans la tête de technocrates bien éloignés des Français.

La roue tourne surtout à l'international, en Côte d'Ivoire. Obama, le Kaiser Sarkoko et ce machin ONU viennent de se rendre compte que même eux ne pouvaient pas manipuler le vote des millions d'Ivoiriens. À qui peuvent-ils encore faire croire qu'Alassane Ouattara a gagné? Le véritable héros de cette salade res-

tera M. Youssouf Bakayoko, président de la commission électorale indépendante bien dépendante, qui a annoncé les résultats en faveur de Ouattara avant de s'enfuir à l'hôtel. Sarkozy, pour changer, a démontré toute son incompétence en se déclarant pro-Ouattara. Une position qui risque tout simplement de sécréter une haine des Blancs sur place.

Enfin, puisqu'il faut bien rire un peu, la France est tellement généreuse qu'elle a désormais deux concours de Miss: France et Nationale. Mais je veux surtout rendre hommage au footballeur et acteur Éric Cantona. Il a mis les banquiers, ces voleurs malades, au supplice de la roue en appelant le peuple à retirer ses économies. Et puis, bonne nouvelle: François-Marie Banier devrait rembourser Bettencourt, je suggère donc à Éric Woerth de rembourser la moitié de ce que Liliane a donné au Kaiser Sarkoko et à l'UMP.

Le 6 décembre, nous fêtons les Nicolas. Le nôtre est revenu d'Inde avec plein de belles promesses économiques. Comme la dernière fois, en somme. Vivement demain! *

www.bakchich.info

Jean-François Probst vous stimule? Dégustez ses chroniques vidéo sur le Web: <http://minu.me/1vbh>

ASSEMBLÉE

DES LOBBYISTES BIEN DISCRETS

Sur le site de l'Assemblée nationale, on les appelle des « représentants d'intérêts ». En bon français, ce sont des lobbyistes qui viennent rencontrer les députés pour les informer, les influencer, susciter des amendements ou des propositions de loi en faveur de la cause qu'ils défendent, à défaut de pouvoir influencer leurs votes.

BELLES RECONVERSIONS

Depuis le 2 juillet 2009, le statut des « représentants d'intérêts » a été réglementé. Et une longue liste de personnes autorisées (une centaine) a été établie, consultable par n'importe quel internaute. On y fait de bien intéressantes rencontres. Il y a là Yolaine Arousseau-Perrin, ancienne collaboratrice de Roger Karoutchi au Sénat, qui représente

le fonds de garantie des assurances obligatoires et le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme. Maurice Benassayag, ancien collaborateur de François Mitterrand, qui travaille pour Alstom. Michèle Ferniot, ancienne journaliste puis collaboratrice de Charles Pasqua, s'occupe de notaires, huissiers, avoués et courtiers en marchandises. Frédéric de Saint-Sernin, ancien député et ancien ministre du temps de Jacques Chirac (et cousin de Dominique de Villepin), représente le groupe Pinault-Printemps-Redoute. Blaise Mistler, ex-collaborateur de Christian Poncelet, Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin, veille sur les intérêts de Canal Overseas. On note enfin la présence, parmi tout ce beau monde, de François Guéant, fils de Claude, qui agit pour le compte

de l'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie.

COPÉ, LE PLUS EFFICACE

Mais la palme du lobbying revient à un non lobbyiste: Jean-François Copé qui, jusqu'en octobre, était à la fois député et avocat d'affaires au cabinet Gide Loyrette. Un drôle de mélange. Ainsi le vit-on s'opposer avec succès au texte soutenu par Rachida Dati, alors ministre de la Justice, qui prévoyait la fusion entre les métiers d'avocat et de conseil en propriété industrielle. Cette réforme permettait aux seconds de se passer des premiers. Avec le risque, évité de justesse, de perdre de gros budgets pour le cabinet Gide auquel appartenait Jean-François Copé. Bravo à l'avocat lobbyiste! *

GARI JOHN



CINÉMA Primé à Cannes par la Semaine de la critique, *Armadillo* est un documentaire, tourné comme une fiction, sur une escouade de soldats danois en Afghanistan. Pour faire la lumière sur ce choc esthétique et émotionnel, rencontre avec le jeune réalisateur, Janus Metz.

Une BOMBE sur l'Afghanistan

Bakchich Hebdo: Comment avez-vous obtenu les autorisations pour suivre ces soldats danois dans la province du Helmand, dans le sud de l'Afghanistan?

Janus Metz: Les autorisations ont été négociées par mes deux producteurs, un an avant que je commence à filmer. Nous avons tout de suite expliqué que nous ne ferions pas un film de propagande à la gloire de l'armée danoise mais un film sur la nature du conflit et ce que c'est d'être un soldat en Afghanistan. J'ai d'abord eu le droit de filmer trois semaines. Avec Lars Skree, mon chef opérateur, nous avons gagné la confiance des généraux, des officiers, des soldats et nous sommes restés trois mois et demi. Même si *Armadillo* est dur et brutal, nous n'attaquons pas l'armée ou le Premier ministre. C'est un film sur la violence et le chaos, sur l'effet de la guerre sur les hommes.

B. H.: Étiez-vous conscient des risques que vous preniez?

J. M.: Pas vraiment. Je savais que j'allais sur le terrain mais, tant que vous n'y êtes pas vraiment, c'est assez vague. Avant de partir, j'ai dû écrire à mes parents, ma femme, mes enfants une lettre commençant par: « *Si vous lisez cette lettre, c'est que je suis mort.* » Pas évident... Et chaque soldat fait la même chose! Je suis content d'être revenu en un seul morceau, mais je me suis demandé à plusieurs reprises ce que je faisais là-bas.

B. H.: Comment avez-vous choisi les soldats du groupe?

J. M.: Ils étaient volontaires et ont été choisis par l'armée. Je voulais filmer une unité de dix garçons qui allaient en Afghanistan pour la première fois. Dans le groupe, j'avais une vraie galerie de personnages, dont Mads, un mec très idéaliste mais rejeté par les autres à cause de sa petite taille, et Daniel, le mâle alpha dans toute sa splendeur, sombre et cynique, accro à l'adrénaline. C'était un antagonisme parfait, l'ange et le diable, comme dans *Platoon*. D'autres avaient comme idée de faire le « *truc ultime* »: tuer un mec! J'avais également en tête que chacun de mes personnages pouvait être abattu ou pouvait sauter sur la mine des talibans avant la fin du tournage.

B. H.: À la fin, Mads est de retour au Danemark, mais il veut repartir en Afghanistan. Pourquoi?

J. M.: Mads se bat avec sa masculinité. Il ne s'est pas rebellé contre les autres, il a toujours ses problèmes avec sa mère, son voyage n'est pas terminé. J'aurais préféré qu'il revienne et dise: « Rien à foutre de cette guerre. » Mais

Armadillo montre également le pouvoir de séduction de la guerre. Les soldats sont accros à l'adrénaline, à la mort. Comme dans *Démineurs*, de Kathryn Bigelow.

B. H.: Et vous, êtes-vous devenu accro à la guerre?

J. M.: Bien sûr! Mais, avec Lars, on rentrait au Danemark de temps en temps. Nous étions « embarqués » avec les soldats, nous n'étions pas des soldats.

B. H.: De plus en plus de films de fiction, comme *Green Zone* ou *Démineurs*, sont tournés à la façon des documentaires. Vous, vous avez fait l'inverse, un docu façon fiction. Pourquoi ce choix?

J. M.: Je voulais faire un documentaire de l'esprit, une représentation poétique de la réalité. Aborder des questions philosophiques: qu'est-ce que le bien et le mal, la raison et la folie, la civilisation et la barbarie? Je voulais également faire vivre l'expérience de la guerre. Pour ce faire,

nous avons eu tous les moyens du cinéma, de très grosses caméras HD avec des objectifs ciné, pour faire la plus belle

image possible, même si c'était dur sur le terrain. Nous avons pu filmer l'Afghanistan de façon épique. Il y a des plans de paysages très lyriques ou de soldats qui attendent, mais aussi des plans très « reportage », avec des caméras placées sur les casques, quand le bataillon court ou essuie des coups de feu ennemis.

B. H.: Dans le passage où les soldats plongent dans la rivière, il y a une lumière incroyable, comme si c'était une renaissance. Avez-vous dirigé les soldats, apporté des projecteurs, mis en scène cette situation?

J. M.: Parfois, il suffit d'un bon photographe pour réaliser une grande scène. Ces soldats sont en Afghanistan depuis cinq mois et c'est comme une purification, malgré les hélicoptères qui tournent. On a fait de sublimes plans sur le ciel, des gros plans sur l'eau et le spectacle de ces mêmes qui s'amuse à se transformer en un rite de passage mythologique. Je n'ai donné aucune indication... Pour ce qui est de mon influence, je peux vous donner un exemple. Je savais que la relation de Mads avec sa mère était primordiale pour le film. J'avais besoin de le filmer au téléphone avec sa mère. Donc, de temps en temps, je lui demandais quand il comptait l'appeler...

B. H.: Quelle perception ont les Danois de cette guerre?

J. M.: Les gens se foutent que nos jeunes reviennent d'Afghanistan dans des *bodybags*. C'est la tragédie de cette guerre qui est, à mon humble avis, perdue. Au Danemark, personne ne se posait de questions, d'où mon envie de faire ce film. Quand *Armadillo* est sorti, les gens se sont rués dans les salles, les politiques, dont le ministre de la Défense, ont pris la parole. Il y a enfin eu un débat.

B. H.: Parlez-nous de la fusillade avec les talibans et de la tuerie dans le fossé, avec cette réplique folle: « *Je l'ai achevé le plus humainement possible.* »

J. M.: Oui, ce soldat parle comme s'il avait abattu des animaux. Mais ce qui est encore plus choquant, c'est que tous les autres se marrent. Après la scène de la liquidation dans le fossé, les autorités militaires ont essayé de confisquer notre matériel et de couper certaines scènes, ce que nous n'avons pas permis.

B. H.: Qu'ont pensé les dix soldats quand ils ont visionné le film?

J. M.: Ils ont été très choqués, très en colère contre moi. Pour la scène de la tuerie dans le fossé, certains ont eu peur d'être envoyés devant la cour martiale à cause de moi. Il y a eu une enquête de l'armée et cela s'est arrêté là *

RECUEILLI PAR MARC GODIN

Armadillo, de Janus Metz, en salles le 15 décembre.



C'est mal barré pour Ockrent

MÉDIAS La tête de l'Audiovisuel extérieur de la France était gangrenée par une guerre des chefs larvée. L'affaire qui met en cause Christine Ockrent, sa directrice générale, risque bien de faire exploser ce CNN à la française.

Un prince, Alain de Pouzilhac, une reine, Christine Ockrent, un empereur, Nicolas Sarkozy, et un magot, l'audiovisuel extérieur de la France (AEF). Comme dans *Astérix*, les ingrédients étaient réunis, dès 2007, pour un combat des chefs. Il a bien eu lieu. Il aura fallu que Candice Marchal, responsable des coordinations à l'AEF et plus proche collaboratrice de Christine Ockrent, pénétre illégalement dans les serveurs du groupe pour qu'Alain de Pouzilhac, le président de l'AEF et rival d'Ockrent, donne le coup fatal. Bien aidé en cela par le cabinet Forensic and

Legal Services, composés d'anciens de Kroll, un cabinet international d'intelligence économique, pondeur du rapport qui accuse.

ACCUSÉE D'ESPIONNAGE

Marchal? Licenciée! Ockrent? Accusée! Diffamées! clament-elles en chœur. M^e Forget, avocat de la première, annonce son intention de porter plainte contre *le Point* et probablement contre *Marianne*. Une plainte contre X pour dénonciation calomnieuse devrait suivre. M^e Temime, défenseur d'Ockrent, a fait de même. Les preuves d'un sys-

tème d'espionnage organisé par la reine n'ont pas été apportées. Mais le faisceau d'indices est pour le moins gênant. L'épouse du ministre des Affaires étrangères déchu le sait.

Partie plaider sa cause en terres indiennes auprès du président de la République, Ockrent craint pour sa carrière. En spécialiste du genre, elle a fait le ménage et a lâché sa collaboratrice. « C'est vrai qu'elle ne l'a pas appelée depuis le début de l'affaire, reconnaît un proche. Juste un message de soutien transmis par une de ses assistantes. »

Depuis son bureau d'Issy-les-Moulineaux, Pouzilhac, chiraquien ou sarkozyste selon le sens du vent, savoure. Son offensive médiatique a réussi. Peu importe que la vérité judiciaire vienne dans de longs mois. « *La guerre des chefs n'a jamais existé* », assurait-il aux *Échos* il y a à peine un mois. La déclaration n'était donc qu'illusion et première étape de l'assaut final.

« S'il vire Ockrent, Sarko sera obligé d'écarter Pouzilhac, analyse une concierge des palais médiatiques. Sinon, ce serait reconnaître que l'attelage qu'il avait placé à la tête de l'AEF était foireux. » Trop tard, la presse internationale, le *Guardian* en tête, se gondole. Et déjà, il se murmure que la tutelle réfléchit à un successeur. Au commencement était une CNN à la française... On aura eu droit à un mauvais épisode d'*Astérix* *

SIMON PIEL



LE BILLET D'ALAIN RIOU

LES MISS ET LA POLITIQUE

Journaliste au *Nouvel Obs* et invité de *Masque et la plume*, Riou fait aussi du cinéma. Son cinéma.

On se gausse des Miss, on ricane. On a tort. Quel que soit le caractère frivole de cette institution et quel que soit l'aspect saugrenu de la guerre en dentelles qui oppose le chapeau de Mme de Fontenay au trou de serrure de la société Endemol, la manifestation qui rassemble, à chaque fin d'année, une grande partie des Français autour de la désignation d'une reine de beauté constitue un modèle de dispositif électoral. Les défilés répétés, décomposés, analysés qui donnent l'occasion aux candidates de montrer chaque facette de leur personnalité; les entretiens, les séquences de reportages permettent d'apprécier toutes ces jeunes filles dans tous les compartiments de leur être. Ignorée au commencement de la soirée, chaque impétrante se fait de mieux en mieux connaître au fil de l'épreuve, de sorte que la finale oppose des rescapés dont on n'ignore à peu près rien, et que le jury possède toutes les cartes en main quand vient enfin le moment de désigner les lauréates.

SCRUTIN DE L'AVENIR

Quel contraste, dans cette transparence, avec l'opacité qui préside à nos élections politiques. Hormis M. Sarkozy, qui a largement montré aux électeurs les aspects si pittoresquement spontanés de son tempérament, quel candidat à la présidentielle aura révélé sa nature aux citoyens? Avant de glisser son bulletin dans l'urne, qui connaîtra vraiment Mmes Boutin, Le Pen, Joly, MM. Morin, Montebourg, Valls, qu'on a peu vus à l'œuvre, ni même Aubry, Royal, Villepin, Bayrou, Strauss-Kahn, Hollande, qui ont quitté le pouvoir depuis longtemps?

On a compris que je plaide pour une modification radicale du scrutin, que nos constituants doivent impérativement calquer sur l'élection de Miss France, système dont on vient de voir qu'il donne toutes les garanties aux votants. Reste à régler les modalités de la campagne électorale nouvelle, qui, placée sous la haute autorité morale d'organismes respectés, comme Jean-Pierre Foucault, présenterait désormais le plus grand caractère d'indépendance. Outre la transparence du système, qui responsabiliserait les électeurs (on n'entendrait plus jamais « Si j'avais su! »), ce scrutin de l'avenir constituerait un remède imparable contre l'abstention et ses dangers; j'en veux pour preuve l'impressionnant pic d'audience qui salue annuellement la séquence bikini *



DROIT DE RÉPONSE

L'avocat d'Élisabeth Guigou répond aux révélations parues dans « Bakchich »

« Madame Élisabeth Guigou, député, n'a été concernée ni de près ni de loin par l'exécution de grands contrats de la DCN-Internationale (DCNI) dans des opérations de vente de frégates à Taiwan et de sous-marins au Pakistan auxquelles elle n'a, en tant que ministre des Affaires européennes, rien su, et n'a, a fortiori, rien été associée. Elle n'a jamais tiré un quelconque bénéfice à titre direct comme à titre indirect de la conclusion comme de l'exécution de ces contrats, tant à titre personnel que dans le cadre des différents mandats qu'elle a exercés. L'allusion reprise d'un extrait de phrase supposée avoir figuré dans les cahiers d'un ancien directeur financier de la DCNI selon lequel « un des principaux bénéficiaires (...) serait Édouard Balladur. L'autre, Élisabeth Guigou, grâce à un système élaboré de prêts adossés » insinue que Mme Élisabeth Guigou aurait tiré bénéfice des contrats des frégates au moyen d'un montage financier. Cette insinuation ou allégation ne repose sur aucun fondement, porte atteinte à l'honneur et à la considération de Mme Élisabeth Guigou tant à titre personnel qu'à titre professionnel » *



LE PIPOLE de la semaine

AUGUSTIN LEGRAND, PETIT POLITIQUE

Où est passé Augustin Legrand, la grande gueule des Enfants de Don Quichotte, la voix des sans-abri? Certes, avec l'arrivée du froid, le comédien recommence à dénoncer les promesses non tenues du gouvernement en matière de logement. Mais ses coups de force restent bien en deçà de celui du canal Saint-Martin, en 2006. C'est désormais un collectif de 31 associations qui organise les événements médiatiques, comme celui du pont des Arts, où des tentes rouges ont été installées, le 5 novembre. Lors de la réunion qui a suivi entre François Fillon et les associations, celui qu'on surnommait « l'abbé Pierre » n'a rien dit, ni pendant ni après. C'est Christophe Robert, de la Fondation Abbé-Pierre qui s'y est collé.

PARALYSÉ

Depuis son élection au conseil régional d'Ile-de-France sous l'étiquette Europe Écologie, Legrand a du mal à trouver sa place, entre son engagement politique et celui de militant associatif. Après une absence prolongée de plusieurs mois cet été pour cause de tournage à Tahiti – qui a d'ailleurs mal fini – avec son ami Mathieu Kassovitz, Augustin Legrand a fait sa rentrée en septembre. Placée numéro trois sur les listes d'Europe Écologie pendant la campagne, la star de la société civile ne préside aucune commission. Les Verts historiques ont verrouillé les postes clés. Toujours vêtu de son anorak, le rebelle découvre, au conseil régional, un monde de technocrates éloigné des réalités du bitume et des tentes Quechua. Les lourdeurs institutionnelles,

le poids des services semblent le paralyser, au point d'apparaître totalement transparent pour la majorité. « Comme beaucoup d'entre nous issus de la société civile, il se cherche dans ce rôle institutionnel », défend Jean-Luc Touly, conseiller régional Europe Écologie. Son copain Julien Bayou, de l'association Jeudi noir, également élu, de renchérir: « Le logement dépend beaucoup du ministre Benoist Apparou. Et pour tenir les promesses de campagnes en matière de budget, il faut se battre avec Jean-Paul Huchon. »

AGACÉ

Augustin Legrand doit aussi se familiariser avec les luttes internes aux Verts. Le numéro d'ego de Daniel Cohn-Bendit au rassemblement du parti, à Nantes, l'a agacé au point de glisser à un proche: « J'en ai marre, je démissionne. » « Les questions de structure m'ennuient profondément », confie-t-il à *Bakchich*. Sur le terrain, la situation n'est guère meilleure pour le comédien militant. Son engagement politique est mal passé auprès de certains compagnons de route des Enfants de Don Quichotte. Michel Henry, l'un des cofondateurs, implanté à Montpellier, a monté une nouvelle structure cet été. Militant dans l'âme, Legrand continue d'arpenter le pavé, mais autrement. Il ne rate pas une réunion du collectif des 31 associations qui réclament une autre politique de logement. « Je suis leur bras armé, certifie-t-il. Nous espérons faire du logement une thématique de la présidentielle. » Legrand continue de voir grand *

PASCAL TOURNIER



**VIRGIN MEGASTORE
A CRAQUÉ POUR**

DANCEFLOOR FG 100 TITRES / 10 ANS

**20 BOMBES DANCEFLOOR HIVER 2011
+ LE MEILLEUR DES 10 ANS**

Avec Duck Sauce, Tim Berg, Cassius, Bob Sinclar,
Swedish House Mafia, Martin Solveig, Laidback Luke,
Axwell, Hakimakli, David Guetta, Rihanna...

ACTUELLEMENT DANS LES BACS



ÉLECTRONIQUE

LA CLÉ USB COMME OUTIL D'ESPIONNAGE

L'Institut des hautes études de défense nationale constate que les entreprises françaises négligent toujours les risques d'attaques informatiques. On ne se méfiera jamais assez des clés USB !

Il n'y a rien de plus facile que de s'introduire dans une réception, un cocktail ou dans le hall d'entrée d'une entreprise et d'y déposer négligemment une dizaine de clés USB sur les tables. Ensuite, parions qu'au moins un employé ramassera l'une d'elles, surtout si celle-ci possède un logo amusant, et la branchera un peu plus tard sur son ordinateur.

MOTS DE PASSE AVALÉS

Or cette clé USB contient un logiciel espion qui avalera les mots de passe, volera des gigaoctets d'informations, lancera des applications sans rien installer sur la machine hôte et accèdera à l'Intranet de la société. Ce n'est pas un scoop : depuis des années, les clés USB sont un véritable cauchemar

pour les responsables de la sécurité. Mais pour qu'une démonstration, organisée à Paris par l'Institut des hautes études de défense nationale le 25 novembre, soit faite en direct par un ingénieur de la Direction générale de l'armement lors d'une table ronde intitulée « Guerre froide sur le Net », il faut croire que l'information passe toujours aussi mal dans les petites et moyennes entreprises !

PME VISÉES

Pendant la démonstration, devant des officiers supérieurs et des responsables de la sécurité de grands groupes comme Thales ou Capgemini, on a pu voir une clé USB prendre le contrôle d'un ordinateur, mais aussi de sa webcam. En prime, le logiciel espion récupérait l'image et le son de sa victime grâce au téléphone posé, comme souvent, à côté de l'ordinateur.

« Les petites et moyennes entreprises ne disposent pas d'assez de moyens pour investir dans la sécurité des sys-

tèmes d'information, ni de personnels formés et compétents en la matière », déplore le sénateur Roger Romani, auteur d'un rapport intitulé Cyberdéfense : un nouvel enjeu de sécurité nationale. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les PME sont confrontées à « la nécessité d'ouvrir de plus en plus leurs réseaux pour communiquer avec leurs partenaires ».

SERVICES FRANÇAIS PIRATÉS

Mais il n'y a pas que les entreprises qui se montrent négligentes. Roger Romani, ancien ministre et membre de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées au Sénat, a révélé que les services diplomatiques français avaient récemment été piratés. « Non seulement nous ignorons l'origine de l'attaque, mais personne ne s'est aperçu de rien. C'est un pays ami qui a alerté la France ! » raconte-t-il. Sans rire *

AMÉDÉE SONPIPET

JAMES USBOND SUR LE POINT DE SOUTIRER DES INFORMATIONS...



DU SEXISME SUBLIMINAL

LES PETITES FABLES D'ANGELINA

Lectrices, vous ne le saviez peut-être pas : lire un journal, écouter la radio ou regarder la télévision ne vous protège pas du sexisme ordinaire. Si l'on en croit les études qui se sont penchées sur le sujet, invisibilité, infantilisation, dénigrement, condescendance et « objetisation » sont des maux qui résonnent comme autant de casseroles encore attachées à l'image de la femme entre les lignes ou sur les ondes. Invisibles, les femmes sont largement sous-représentées dans les médias. Cette année, le CSA a publié un rapport accablant sur la diversité dans les programmes de télévision. Si on exclut la publicité, les femmes n'occupent que 33 % des émissions. En 1999, cinq personnes sur six citées dans les médias étaient des hommes, selon une autre

étude. Un chiffre qui en dit long sur le hold-up des hommes sur la société. Et en 2010, les femmes occupent 24 % de l'information au niveau mondial. Soit un quart de l'espace médiatique. Leurs domaines d'intervention sont le logement, l'éducation, les arts... ou tout simplement l'inactivité, exercice qu'elles semblent pratiquer massivement. Ce qui revient, en somme, à les reléguer au foyer quand leurs congénères masculins sont majoritairement sollicités pour leur expertise en défense, politique internationale, économie... Infantilisées, les femmes sont deux fois plus que les hommes présentées comme des victimes. Sans compter le nombre d'occurrences où elles sont dénigrées, comme lorsque le journa-

liste prend la liberté de ne les nommer que par leur prénom, par exemple. Qu'ont à en dire Ségolène, Rachida, Marie-George en politique ou Arlette à la télé ?

Objets, elles subissent encore l'avanie de l'inéluctable commentaire qui s'attarde sur leur apparence physique, qui détaille leur tenue vestimentaire.

Médias

Ce sexisme subliminal qui s'immisce dans les recoins de notre vie publique et privée, qui nous fait, à notre insu, colporter stéréotypes et clichés, est un phénomène récemment mesuré et pris en compte. Notamment dans le cadre de la loi sur les violences conjugales, en France et au niveau européen. Il se combat par la vigilance sans jamais céder au renoncement *



LE CHAMP DE BATAILLE DES OGM

ÉCOLO FAÇON NICOLINO

Auteur, entre autres, d'un ouvrage sur les pesticides, Fabrice Nicolino tient un blog sans concessions sur l'environnement, Planète sans visa.

Un ami scientifique m'envoie le journal du CNRS. Le numéro 250, daté de novembre 2010. Une livraison probablement coûteuse, tout coule. Page 17, un papier signé Julien Bourdet, qui fait parler un directeur de recherche du CNRS, Yves Dessaux. Le sujet : les arrachages de plants d'OGM par ces écologistes qu'on appelle les « faucheurs volontaires ». Le titre : « Fauchage de vignes OGM, une perte pour la recherche ».

Faucheurs

Le monsieur Yves Dessaux n'est pas content. Pour la raison que 70 pieds de vigne ont été arrachés près de Colmar, le 15 août, dans une parcelle expérimentale de l'Institut national de la recherche agronomique. Bien entendu, il en a parfaitement le droit. Mais ses arguments sont, quand on prend la peine de s'y arrêter, plutôt préoccupants pour la recherche scientifique. Il déclare, pour commencer : « Il y a un côté obscurantiste chez les faucheurs. Ils croient par principe que les OGM sont dangereux sans même chercher à savoir si c'est le cas. »

Passons sur le vieux procédé de décrédibilisation qui consiste à traiter celui qu'on veut atteindre d'obscurantiste. Chez certains scientifiques, ce mot suranné a encore de l'effet. Il y aurait les gens « éclairés » et ceux qui se traînaient au fond des cavernes, dans le

noir. Passons. Le reste est simplement une invention. La charte des faucheurs marque une opposition aux essais de plein champ et refuse l'utilisation alimentaire des OGM, mais accepte le principe de la recherche en milieu confiné. Les faucheurs sont donc pour la prudence, sachant qu'il est rigoureusement impossible de maîtriser la prolifération des OGM dans la nature, ne serait-ce que sous la forme de pollens portés par les vents.

Étrange Yves Dessaux, qui ne s'arrête pas en si bon chemin. Également auxiliaire de police et de justice, il ajoute cette phrase glaçante : « Mais les peines encourues par les faucheurs ne sont pas assez dissuasives pour protéger ces recherches. » Comme c'est gracieux ! Comme c'est élégant ! Avec de tels agents de l'État, l'avenir de nos belles prisons est assuré pour les siècles des siècles.

Au-delà, on notera qu'Yves Dessaux, ce qui est un comble, est très ignorant de l'état réel de la recherche sur les OGM. Le professeur Gilles-Éric Séralini a ainsi publié, en décembre 2009, des travaux accablants sur trois maïs OGM de Monsanto dans la revue *International Journal of Biological Sciences*. C'est peut-être obscurantiste, mais la recherche indépendante donne raison aux faucheurs. Pas à Yves Dessaux *

Toutes les vidéos de BAKCHICH sont sur www.bakchich.tv

ABONNEZ-VOUS GAIEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

E-mail

JE M'ABONNE POUR UN AN :

Hebdo : 50€

Hebdo + Web : 80€

Hebdo + Web + digital : 100€

JE M'ABONNE POUR TROIS MOIS :

Hebdo : 15€

Hebdo + Web : 30€

Hebdo + Web + digital : 40€

Par chèque bancaire à l'ordre du GROUPE BAKCHICH

Pour tout abonnement hors France métropolitaine :
Service abonnements Bakchich • hmerabet@ame-press.com

MERCI DE RETOURNER CE BON COMPLÉTÉ À :

Bakchich abonnements-AME 4 rue de Jarente 75004 Paris



ESSAI L'avocat Dominique Inchauspé a voulu comparer les droits français et anglo-saxons. Et mettre en lumière la tragédie de l'erreur judiciaire. Où l'on se rend compte qu'en France comme aux États-Unis et en Angleterre, la justice est fondée sur la faiblesse de ceux qui la rendent.

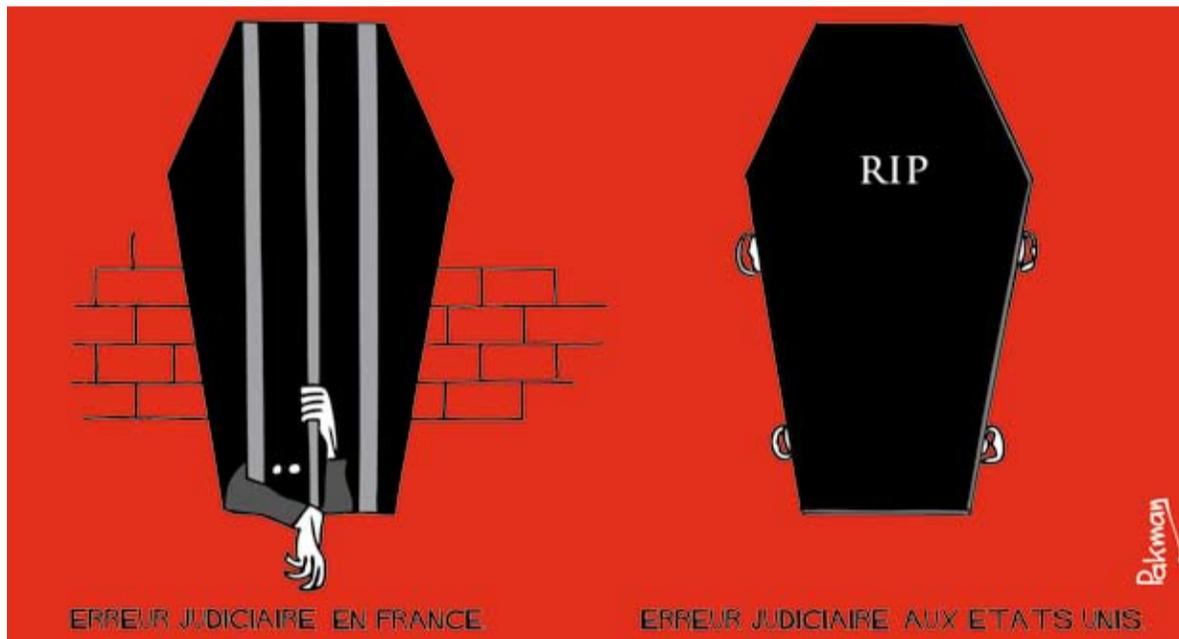
Qu'INJUSTICE soit faite

Dominique Inchauspé est un avocat qui laisse aux pioches les effets de manches. Il bosse comme un nègre, alors qu'il n'en a pas besoin puisque son écriture est remarquable. Un pavé après l'autre, le maître tente d'encercler la justice de la muraille de ses livres. Par son travail, il veut expliquer à tous, donner des lunettes à la grande aveugle. Des avocats écrivent des livres pour faire joli dans leur bibliothèque ou passer à la télé; *l'Erreur judiciaire* n'entre pas dans cette catégorie. Vous me direz qu'avec ce thème, de Platon à Christophe Hondelatte, l'audience est ouverte.

Face à ceux qui nous bassinent avec la supériorité du droit anglo-saxon sur le code Napoléon, Inchauspé est allé voir. Il met dans la balance tout le système de la procédure *in english*. Aux États-Unis ou au Royaume-Uni, le scénario est le suivant: l'équivalent de notre instruction se fait à l'audience sur des éléments recueillis de façon peu organisée. Les « preuves » ne sont utilisées que pour justifier la tenue du procès. Mais ne pèsent plus sur les épaules du prévenu dès qu'il entre en « homme libre » au tribunal. Là, chaque acteur ayant permis d'incriminer un homme redevient témoin. Il est alors, par « votre Honneur », prié de justifier ses investigations, cuisiné par la défense et l'accusation. On voit ça dans les séries télé. Heureusement, 95 % des accusés « plaident coupable », ce qui simplifie le boulot. Sinon, l'exercice de cette justice-là serait impossible.

FAMILLES EN PRISON

Et que donne ce système, en plus de satisfaire Hollywood? Il fabrique



trop d'erreurs judiciaires. D'abord, une pensée pour ce condamné à mort américain, toujours vivant puisque, pendant trois heures, ses bourreaux n'ont pu trouver sa veine (proposons l'exportation de la guillotine). Et chacun connaît – merci l'analyse ADN – les ravages provoqués par les certitudes des jurés populaires, celles qui ont envoyé injustement des hommes, le plus souvent noirs, à la mort.

Ilya vingt-cinq ans, les flics américains n'arrivaient pas à fournir à la tâche, il y avait des Outreau partout. Des filles déclaraient avoir été violées, vingt-cinq ou trente ans plus tôt, par leur père. Des gamins des écoles se disaient, eux aussi, violés, attouchés, photographiés façon pédophile. Inchauspé rappelle le cas de Jordan, une petite ville du Minnesota où 25 adultes se sont retrouvés en cabane. C'était la mode. Les psys

disaient aux filles: « *Ne pensez-vous pas que votre traumatisme vient d'un viol par votre père?* » Mais c'est bien sûr... À la télé, des gamins entendant de drôles d'histoires de zizis montaient les leurs, d'histoires, et les familles partaient dormir en prison. L'accusation était là, on verrait plus tard pour rendre justice.

DÉRAILLEMENT D'OUTREAU

Revenant sur notre terre, dans le ventre du monstre judiciaire bien sûr; celui d'Outreau. Où un juge puis des juges n'ont pas su arrêter la folie. En France, Inchauspé, pièce par pièce, reprend deux « fausses » erreurs judiciaires. Pour l'avocat, Guillaume Seznec et Omar Raddad sont deux coupables. Vient le cas de Jean Deshays, accusé d'un meurtre, en 1948 près de Nantes. Tout démontre qu'il

est l'auteur du crime jusqu'à ce que le véritable assassin, bien plus tard, se dénonce (à suspense, le bouquin de notre avocat est aussi un polar). L'analyse de l'affaire Dils – innocent – est

celle d'une vérité introuvable. Suit de très nombreuses pages sur le déraillement d'Outreau, où il y a encore à dire.

DROIT DE CLASSE

Le difficile, en matière de justice, reste de juger juste. Le droit anglo-saxon, surtout aux États-Unis, fonctionne mieux quand, par l'action d'un avocat coûteux, on est assez riche pour inonder l'audience de preuves et d'expertises. En France, évidemment, la justice « de classe » fonctionne aussi. Mais le système du « pour et du contre » qui régit l'instruction est, a priori, plus protecteur pour chacun de nous. Heureusement, Nicolas Sarkozy va changer tout cela. En confiant l'instruction au procureur, un accusateur qui obéit au gouvernement. Et aussi en multipliant dans les prétoires le cocktail magistrats-jurés, une recette inaugurée par le régime de Vichy en 1941 * J.-M. B.

L'Erreur judiciaire, par Dominique Inchauspé, éd. PUF, 525 pages, 25 euros.

Bédé

UN BEAU « JOUEUR »

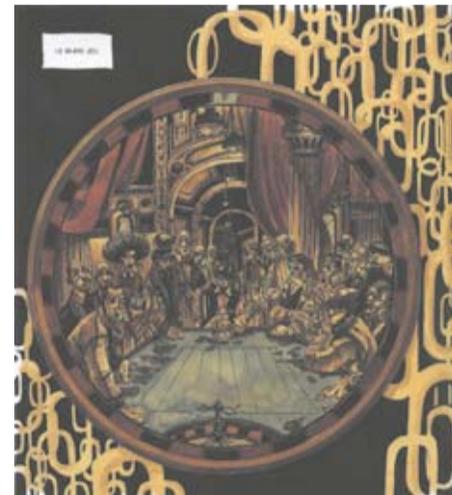
Qui a déjà tenté de se plonger dans l'œuvre de Dostoïevski s'est parfois senti *Idiot*. « *Noc-tambule* », une collection des éditions Soleil Productions, a eu la bonne idée de proposer une adaptation en bande dessinée de l'un de ses romans, *le Joueur*, écrit dans l'urgence; l'éditeur de l'écrivain russe le pressait de rendre sa copie.

Alexei Ivanovitch, jeune précepteur d'une famille russe sur le déclin, ne possède rien. Si ce n'est son amour inconditionnel pour Polina, l'une des filles de la fratrie.

Installée à Roulettenbourg la bien nommée, en Allemagne, en attendant que l'héritage d'une vieille grand-mère viennoise renflouer les caisses, la maisonnée tue le temps.

Alexei, « *un vrai Russe, un Kalmouk, un philosophe... un fou* », fréquente le casino. À la demande de celle qu'il aime, il s'enivre avec la roulette. Joue, perd, gagne. Puis s'égaré dans cette folie dévastatrice qui emporte avec elle son amour pour Polina. De la croupe au croupier. Frédéric d'or, louis d'or, roubles, florins... « *Autant de petits tas brûlants, des braises chaudes.* » Et, chaque fois, un défi au destin.

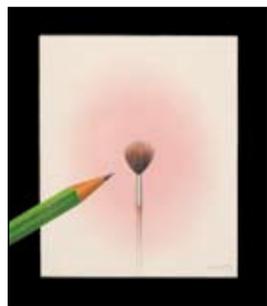
Le joueur, c'est évidemment Dostoïevski, qui ne se débarrassera des impairs de la roulette que dix ans avant sa mort. Quand martingale rime avec marginal. Dans l'enfer du jeu, point de salut, si ce n'est le plaisir de le lire, en BD ou en littérature * S. P.



Le Joueur, librement inspiré du roman de Fedor Dostoïevski, par Miquel et Godart, éd. Soleil Productions, 96 pages, 17,95 euros.

BOUQUIN

DESSINS ET DES SEINS INTERDITS



d'art jugées pas comme il faut.

En janvier 2009, le conseil général de la Somme commande une exposition, puis décide de l'interdire, onze jours avant son vernissage. L'intitulé de la chose, « Pour adultes seulement », laisse assez bien deviner de quoi il s'agit. Or le titre est trompeur. Car de pornographie tous azimuts, de sexes défouaillés, de femmes ouvertes et en couleurs, il n'est point question. Ici, on a demandé à vingt-cinq illustrateurs pour la jeunesse et à un affichiste de renom de

Cette affaire avait fait du bruit, à l'époque. Mais malgré l'émoi suscité dans les grands titres de la presse nationale, rien n'y fit. Ce qui est d'autant plus inquiétant. Quelle affaire? Trois fois rien, celle d'une censure bon teint, corollaire d'un ordre moral qui ne dit pas son nom, abattant ses foudres sur quelques œuvres

placer quelques-uns de leurs dessins érotiques. Ce qui a sans doute dû déplaire en haut lieu, c'est la juxtaposition des mots « jeunesse » et « érotiques ». En réalité, ces dessins traitent de façon sensible et poétique la sexualité de nos amis les humains. Et encore.

CENSURE

À bien regarder le catalogue de cette expo fantôme, qui regroupe 31 des dessins interdits, on se demande bien ce qui a pu passer par la tête des censeurs. Indécents, ces dessins ne le sont jamais. Vulgaires, encore moins. Ils sont même à mille lieux de cette représentation quotidienne du corps – essentiellement celui de la femme –, sur les milliers d'affiches publicitaires, spots télévisés, clips vidéo auxquels il est difficile d'échapper. L'association des bibliothécaires de France a décidé de publier l'objet du scandale. Un acte de résistance *

PIERRE-GEORGES GRUNENWALD

Pour adultes seulement, collectif, éd. ABF, 80 pages, 13 euros.



AU DOIGT ET À L'ŒIL

LE DARFOUR SANS CLICHÉS

Qu'aura-t-on retenu de la guerre au Darfour ? Y a-t-il eu un « génocide » perpétré par les milices arabes armées par le gouvernement de Khartoum ? Jérôme Tubiana, journaliste et anthropologue spécialiste de la région, propose, dans *Chroniques du Darfour*, un récit de ces années de guerre au plus près du terrain. Revenant sur les traces de ses parents ethnologues qui ont commencé à étudier la région dans les années 60, Jérôme Tubiana part en quête des personnes auxquelles ceux-ci s'étaient liés et dresse le portrait sensible du Darfour d'aujourd'hui. Loin des grilles simplificatrices généralement retenues par les médias, qui présentent cette guerre comme celle des méchants « janjawid », les combattants arabes, contre les gentils « rebelles », le récit de Tubiana offre une plongée dans la complexité de la région à travers les chroniques vivantes de ses rencontres avec les différentes populations.

AUTRE DESTIN POSSIBLE

Ces *Chroniques du Darfour* permettent de comprendre la généalogie d'un conflit qui a fait plus de deux millions de déplacés et des dizaines de milliers de morts. Il raconte comment, contrairement aux idées reçues, les Arabes de la région ont aussi été victimes du conflit. Tous ne sont pas des janjawid, les combattants du diable. D'ailleurs, montre Jérôme Tubiana, la composante « raciale » n'est bien souvent qu'un leurre dans cette région métissée depuis des générations. Un retour au réel indispensable au moment où la justice internationale continue de s'accrocher à cette grille de lecture. En filigrane de cette longue enquête se dévoile un Darfour des années 60 plein de promesses, aujourd'hui région désolée dans un Soudan riche de son pétrole. En retrouvant les traces de la jeune institutrice rencontrée par ses parents, de l'ingénieur hydraulique devenu ministre puis écarté du pouvoir et dont les rêves d'irrigation à grande échelle sont restés dans les cartons, Jérôme Tubiana laisse entrevoir un autre destin pour le Darfour. À lire de toute urgence *

LUCIE DELAPORTE

Chroniques du Darfour, par Jérôme Tubiana, éd. Glénat, 336 pages, 19,95 euros.

FRANÇAFRIQUE La République sombre

DOCUMENTAIRE Le réalisateur Patrick Benquet a donné la parole aux plus hauts responsables du système qui a régi quarante ans de relations franco-africaines. Explosif.

Leurs traits sont marqués. Les sillons des rides, profondément tracés. Mais leur mémoire reste affûtée autant que leur œil demeure rieur. Face caméra, des paps dépoussièrent leurs souvenirs. Tels des garnements qui s'amusent de leurs mauvais coups. À ceci près que leurs crocs-en-jambe et espiègleries passés riment avec coups d'État, assassinats, corruption... Ces grands-pères aussi peu gâteaux que gâteaux ont entraîné leurs guêtres des services secrets français à Elf en passant par les palais des présidences africaines ; pour donner souffle à un système où se sont mêlées et se mêlent encore grandeurs et bassesses de la République.

RÉSEAU MOURANT

Albin Chalandon et Loïk Le Floch-Prigent, anciens patrons d'Elf, se régalaient à décrire la façon dont leur compagnie pétrolière a irrigué les caisses des partis politiques français. Dès 1965, du temps où Mitterrand envoyait sa secrétaire chercher une enveloppe puis une valise de billets. Ancien ambassadeur au Gabon, feu Maurice Delaunay se délecte lorsqu'il explique comment un président était choisi, un autre évincé, un assassinat autorisé... Avec un feu orange. Comprendre que l'État français validait l'opération mais nierait avoir été au courant si elle était découverte. À l'instar de l'assassinat de l'opposant camerounais Félix Moumié, à Genève, par un faux journaliste mais vrai agent français.



Un mauvais polar ? Non, la Françafrique. Les 9 et 16 décembre, sur France 2, est prononcée l'oraison funèbre de ce cadavre qui bouge encore, dans le documentaire *Françafrique*. Un film en deux volets (*La Raison d'État* et *L'Argent roi*), long de près de trois heures et riche des confessions des principaux acteurs de ce réseau mourant.

OR NOIR PERDU

L'Algérie et ses hydrocarbures perdus, seul le contrôle des ex-colonies gorgées d'or noir pouvait sortir la France du Général de la dépendance énergétique. Pétrole, matrice du sys-

tème. Aucune autre idée n'a guidé la politique africaine de la France. De Gaulle a imposé ses choix, Sarko I^{er} s'est transformé en VRP des intérêts hexagonaux. Une trame que déroule avec gourmandise Patrick Benquet dans son film. Avec un conseiller de choix, Antoine Glaser, ex-patron de *la Lettre du continent*, « qui connaît si bien le sujet qu'on en vient à se demander s'il ne l'a pas inventé », sourit le réalisateur.

L'enquête de Benquet s'ouvre sur un cercueil sur lequel deux ennemis sont venus s'incliner. Chirac et Sarkozy, en juin 2009, saluent une dernière fois Omar Bongo, chef d'État du

Gabon. Tout un symbole : celui du basculement des relations franco-africaines en faveur des dirigeants du continent noir...

FRANCE PIÉGÉE

Installé dans les années 60 par Jacques Foccart, le Monsieur Afrique du général de Gaulle et grand architecte des réseaux franco-africains, le président gabonais obéira à la mère patrie trente ans durant. Au doigt et à l'œil. Son petit émirat pétrolier servira d'arrière-base à tous les coups fourrés. Transit d'armes pour les rebelles biafrais dans les années 60, formation d'une équipe de mercenaires pour tenter un coup d'État au Bénin dans les années 70, refuge du corsaire de la République Bob Dénard après plusieurs putschs ratés... Et, surtout, gardien des secrets de la République. Un trésor que le dispendieux « cannibale de Lewai » saura faire fructifier.

L'ancien ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner a pondu « un rapport à 160 000 euros la page pour expliquer que la Sécurité sociale ne marche pas », décrit un ancien de la DGSE. Difficile, après, de critiquer Bongo. Alors ce dernier dictera, en 2002, à Chirac les ministres à nommer ; obtiendra, en 2007, une ristourne sur sa dette de 20 % auprès d'un Sarkozy nouvellement élu ; fera tomber, en 2009, un secrétaire d'État à la Coopération, Jean-Marie Bockel, coupable de l'avoir égratigné. Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, ira s'excuser en personne et demander à Bongo d'adouber Alain Joyandet, le nouveau secrétaire d'État. Auparavant, les chefs d'État africains venaient chercher leur bénédiction à Paris. Désormais, on assiste à « une colonisation inversée », tranche Pierre Marion, ex-chef des services secrets. L'Histoire aussi peut se retourner *

IGNACE DE LOYOLA

Françafrique, l'argent roi (2/2), de Patrick Benquet, le 16 décembre, sur France 2, en deuxième partie de soirée.



LE CHAMP DU HANDICAP

LA ZAPPETTE DE BOURGET

C'était homogène, du Téléthon à la Coupe Davis, nous sommes restés dans le champ du handicap. Pour que Llodra ou Monfils jouent enfin au tennis, le mieux serait de leur payer un billet pour Lourdes. Ces deux-là ne pourront jamais travailler dans l'imprimerie, ils manquent de caractère. Lors du Téléthon – qui est une honte puisque ce n'est pas à nous de payer la recherche mais aux impôts de Mme Bettencourt –, on a pu voir apparaître, en « bande passante », des incrustations surprenantes. On nous a ainsi dit « qu'un Français sur 20 était victime d'une maladie rare ». Ce concept du rare ordinaire fait rêver. Je vois bien où ces publicitaires veulent en venir, la maladie orpheline

Crétin

c'est comme la lessive Ariel, rare en qualité mais commun. À Belgrade, c'était la guerre. Pas un commentateur, face à la bronca du public de la Coupe Davis, ne s'est rappelé qu'il y a peu de temps nous avions bombardé ce pauvre pays. Étonné, un crétin télévisé a quand même observé : « Nous sommes en terre hostile... » Celui-là, il faut l'augmenter et le muter au grand reportage. Pour rester dans la sottise, face à Bourdin sur BFM, nous avons pu entendre Cécile Duflo développer le principe de « l'écologiste de naissance », ce que n'est pas, dit-elle, Eva Joly. Ouf ! En revanche, s'il y a un type qui vieillit bien, c'est Thierry Ardisson. Dans *Ce soir ou jamais* on a pu, depuis ses lèvres,

cueillir une définition de la droite : « Elle fait payer les travailleurs » et de la gauche : « Elle fait payer le capital. » C'est simple, exact, facile à emporter en voyage. La démonstration indique que DSK est de droite, dixit Ardisson d'accord avec Bruno Gaccio pour un bilan : Sarko et Strauss-Kahn, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. La présidentielle va être drôle, le FN va voter pour Nicolas, l'UMP pour Dominique. Et la gauche pour Mélenchon ? Pour l'éclat de rire de la semaine, disons merci aux organisateurs des Gérard, qui sont les Oscar de la bêtise récompensée par un parpaing. Des gens au goût très sûr puisqu'ils ont naguère décerné le Gérard du plus mauvais film à Yann Moix. Cette fois, sur Paris Première, chaîne trop discrète, les prix étaient destinés au petit écran. Allez sur Internet si le direct vous a échappé. Un exemple, le Gérard de l'actrice qui bénéficie des réseaux de son futur ex-mari est attribué à Arielle Dombasle. Arielle doit remercier le jury. Avec son parpaing, elle va pouvoir commencer à construire un mur entre elle et BHL *

LA BAKCHICH TEAM

Directeur de la publication : Xavier Monnier
Directeur de la rédaction : Nicolas Beau
Conseiller éditorial : Jacques-Marie Bourget
Rédacteurs en chef : Cyril Da (Web), Pierre-Georges Grunenwald (édition)
Chroniqueurs : Alceste, Angelina, AC Ducoudray, Jacques Gaillard, Marc Godin, Doug Ireland, Dominique Jamet, Éric Laurent, Fabrice Nicolino, Jean-François Probst, Alain Riou, Paul Vermus
Maquette : Émilie Parrod, Marjorie Guigue, Victor Biscotte
Secrétariat de rédaction : Élodie Bui
Correction : Tatiana Weimer
Rédaction : Monsieur B, Sacha Bignon, Émile Borne, Louis Cabanes, Renaud Chenu, Éric de Saint-Léger, Lucie Delaporte, Anthony Lesme, Laurent Macabies, Simon Piel, Bertrand Rothé, Grégory Salomonovitch, Anaëlle Verzaux
Dessinateurs : Avoine, Bar, Baroug, Bauer, Besse, Decressac, Essi, Giemsi, Goubelle, Ray Clid, Khalid, Klub, Lacan, Large, Ludo, Magnot, Mor, Mutio, Nardo, Noël, Oliv', Pakman, Pavel, PieR Gajewski, Presse Papier, Revenu, Roy, Soulié
Direction marketing et publicité : Patrice Gelobter

Groupe Bakchich, SAS au capital de 79413,10 euros
 • Siège social : 121, rue de Charonne 75011 Paris
 • Téléphone : 01.40.09.13.25

CPPAP : 1114 C 90017 • ISSN : 2104-7979 • Dépôt légal : à parution • Impression : Print France Offset
Direction des ventes : Thierry Maniguet / diffusion@bakchich.info
Publicité : pub@bakchich.info
 Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou leurs auteurs respectifs.



En régions



LE CABAS de la semaine : 31,10€

RÉGIS DE CLOSETS

Chaque semaine, **Bakchich** vous propose son cabas de sorties à Paris pour un budget maximal de 40 euros. Des spectacles à petit prix pour s'ouvrir les écoutilles. La liste des courses : courts-métrages cap ou pas cap, Arthur H squatte le 104, le dimanche c'est Ferrier, Cocoon à la Flèche d'Or, les opéras façon colonial...

1. JULIE FERRIER ET LES CHICHE CAPON (LA PÉPINIÈRE)

15 €

Théâtre Fan de la première heure, l'humoriste Julie Ferrier s'invite dimanche (ainsi que les 19 et 26) au cabaret hebdo improvisé par le trio des Chiche Capon à La Pépinière. La bande de clowns mélange danse, chant et jonglerie en numéros parfaitement ratés et performances singulièrement absurdes. Avec en prime le clown brésilien Claudio Carneiro, vedette du Cirque du Soleil. Prix spécial *Bakchich* à 15 euros pour les sessions dominicales du 12 au 26 décembre en réservant avec le mot-clé « Bakchich ».

Date : dimanche 12 à 17 heures

Adresse : 7, rue Louis-le-Grand, 75002 (0142 614416)



2. ARTHUR H ET ALBIN DE LA SIMONE (104)

0 €

Pop Pour fêter leur nouvelle direction, les anciennes pompes funèbres d'Aubervilliers font grosse fiesta avec une douzaine d'artistes en méli-mélo de cirque, danse en suspension et théâtre. On y verra Arthur H en concert (22h30), le Cirque Mandingue avec sa troupe de danseurs et d'acrobates guinéens (21 heures), la chorégraphe Julie Nioche (21 heures) ou l'Ensemble orchestral de Paris (à 19 et 20 heures). Accès à un des spectacles tout gratos en réservant à l'avance. Séance de rattrapage le samedi avec, en prime, gratuit concert d'Arthur H et d'Albin de la Simone à 21h30.

Date : vendredi 10 et samedi 11

Adresse : 104, rue d'Aubervilliers, 75019 (0153 3550 00)

3. BAL HAÏTIEN (LA BELLEVILLOISE)

5 €



World Haïti côté danse et sourires, dimanche soir à La Bellevilloise, laquelle dédie son traditionnel bal créole à l'île meurtrie. Avec projets, expos et concerts de 19 à 22 heures.

Au menu: le jeune chanteur Jean Jean Roosevelt, qui mêle R'n'B et soul aux chants du pays, et James Germain, l'ainé albinos et l'un des musicos les plus doués du pays, parti depuis deux ans au Mali pour métriser ses compos de rythmes afros. En prime comme toujours: à manger et à boire de là-bas...

Date : dimanche 12 de 18 heures à minuit

Adresse : 19, rue Boyer, 75020 (0146 36 07 07)

4. KINO SESSION (POINT ÉPHÉMÈRE)

2 €

Cinéma Soit le plus fou des festivals de cinéma de l'Hexagone. Fortes de leur devise « *Faites bien avec rien, faites mieux avec peu* », les Kino session ouvrent leur écran à qui veut s'essayer à l'art du court-métrage. Impératifs: présenter moins de cinq minutes de bobine et respecter le thème a priori impossible et la contrainte nécessairement absurde imposés à chaque session. Après avoir dû réaliser sur le thème « Interdit aux moins de 18 ans » avec pour contrainte « avec une moustache » ou sur « Space Invader », les Kino Kubrick et Kinette Varda vont œuvrer sur le thème « Cap ou pas cap » avec pour contrainte « c'est gentil mais je vais le faire moi-même ». Autant dire que le défi est de taille...

Date : mercredi 15 à 20 heures

Adresse : 200, quai de Valmy, 75010 (0140 34 02 48)

5. CYNTHIA BROWN (CHINA)

0 €

Variété Ça devient quoi, une candidate de la Star Ac' après la vie au château? Réponse avec Cynthia Brown, qui a commencé par claquer la porte d'une major du disque avant de bricoler son album avec la collaboration de Youssou N'Dour. À découvrir sur la scène du China pour une soirée entre concert et jam session avec les musicos de passage. Avis aux amateurs.

Date : lundi 13 à 20 h 30

Adresse : 50, rue de Charenton, 75012 (0143 46 08 09)

6. COCOON (FLÈCHE D'OR)

0 €

Pop Le joli groupe pop clermontois partage la scène avec l'ancien rappeur de Saïan Supa Crew, Sly Johnson, et la chanteuse franco-sénégalaise Madjo – repérée aux dernières Francofolies. Le tout pour une soirée labélisée jeunes talents qui montent, qui montent. Places gratos à retirer

le 11 décembre dans les Fnac parisiennes.

Date : mardi 14 à 19 h 30

Adresse : 102 bis, rue de Bagnolet, 75020 (0144 64 01 02)



7. DUFLAN DUFLAN (L'INTERNATIONAL)

0 €

Pop Belge session sur la mini-scène de l'International, qui convie quelques jeunes groupes barrés du plat pays. Soit le jeune trio de Duflan Duflan qui se produit sur scène accompagné de vidéos hypnotiques et sur une disco mélangée de new wave. Soit aussi Petula Clark, duo punk qui joue quasiment tous ces concerts côté public. Vous êtes prévenus.

Date : samedi 11 à 22 heures

Adresse : 5/7, rue Moret, 75011 (0149 29 76 45)

8. RÉTROSPECTIVE WATKINS (REFLET MÉDICIS)

910 €

Cinéma Rétro plein pot du cinéaste britannique, auteur du *Punishment Park* qui dénonçait dans les années 70 les méthodes d'enfermement arbitraires des autorités américaines (les bonnes habitudes changent peu...). Moins connu pour sa dizaine d'autres films où se croisent fresque épique de cinq heures sur la Commune de Paris, film de simulation sur une attaque nucléaire en Grande-Bretagne ou portrait du peintre Munch! À (re)découvrir sur l'écran du cinéma Reffet Médicis. Vivifiant et engagé.

Date : projections tous les jours

Adresse : 3, rue Champollion, 75005 (0143 54 42 34)

9. OPÉRA ET COLONIALISME (MUSÉE DU QUAI BRANLY)

0 €

Conférence Dans le chouette cycle de conférences sur les archétypes issus de la colonisation, le Musée du quai Branly cède le micro à Gérard Fontaine, auteur d'un ouvrage sur l'Opéra Garnier et qui vient causer des clichés coloniaux dans l'opéra français. De quoi dessouder quelques arias.

Date : jeudi 16 à 18 h 30

Adresse : 37, quai Branly, 75007 (0156 6170 00) *

10. BONUS CABAS. IL N'Y A PAS QUE PARIS POUR FAIRE LE PLEIN DE SORTIES!

À Marseille, pour pister l'un des papys de l'électro français, le DJ Jack de Marseille, qui rehausse gratuit les platines au Duke à 19 heures, le mardi 14.

À Rennes, pour aller décoller sur la scène du Papier timbré les folk mélodies de Milkymee, jeune compositrice aux faux airs de Keren Ann qui s'est fait repérer en grattant la BO du film *Domaine* avec Béatrice Dalle. Vendredi 10 à 19 heures pour 3,50 euros (soit une demi-douzaine de timbres).

Samedi 11 à 17h30, on se transporte au Luluberlu (encore à Rennes) pour un free concert de This Is the Hello Monster, artiste multi-instrumentiste, protégé de Syd Matters, qui s'entoure volontiers de plantes vertes sur scène.

À Saint-Étienne, on donne davantage dans le *tribute* à John Lennon, à l'occasion de la sortie du film *Nowhere Boy*. Concert hommage gratuit, samedi au Fil à partir de 22 heures, rassemblant quelques chouettes gâchettes locales comme Appelez-moi personne, Mirabo ou The Keys, qui pimenteront le gars John façon électro, variétés, ragga ou hip-hop.

Si vous êtes plus reprises de chants de Noël, le toujours facétieux com-

positeur Florent Marchet en sert une dose, seul à la guitare à La Coupole à Dijon mercredi 15 à 19h30 pour 4,75 euros.

Dernier stop, vers Toulon, pour revoir gratuitement le documentaire mythique des années 70, *Stop Making Sense*, réalisé par Jonathan Demme sur le groupe Talking Heads. À 15 heures au cinéma Verneuil de l'espace Albert-Camus à La Valette-du-Var *



↑ *Stop Making Sense*, projeté à Toulon.

BAKCHICH



www.bakchich.info

www.bakchich.tv

Bakchich Hebdo



ALEX GUÉRINI Poubelles la vie

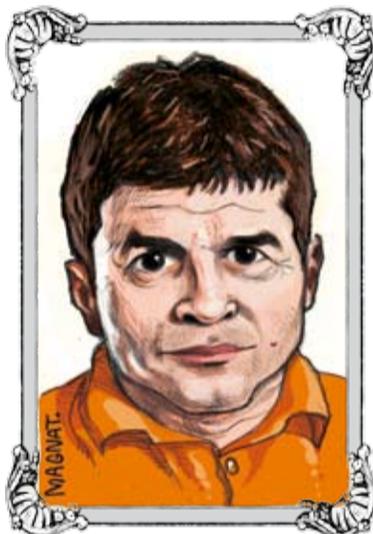
ORDURE(S) Depuis le 1^{er} décembre, le frère du boss du PS marseillais est en prison pour une affaire de blanchiment, corruption... Tout ça pour quelques déchets.

Marseille, mai 2010. Sur la corniche Kennedy, trône le Cercle des nageurs. Une institution. Un club ridiculement privé. « *Je viens voir Alexandre.* » L'ouvreur n'a pas besoin de nom de famille. « *Je crois qu'il est là-haut.* » Passage ouvert vers le croquemitaine de la politique et des affaires marseillaises, Alexandre Guérini. Son grand frère s'appelle Jean-Noël – patron du conseil général des Bouches-du-Rhône et boss incontesté du PS local... L'instruction sur les poubelles marseillaises et ses marchés présumés truqués court depuis douze mois. Le X de l'enquête du juge Duchaine masque mal la cible. « *Les entreprises d'Alexandre ont toujours bien bossé, reconnaît une éminence de la droite. Mais elles ont peut-être été prises dans un système qui les dépasse.* » Allusion à peine voilée aux liens supposés avec le grand banditisme.

LÂCHÉ PAR TOUS

Malgré les révélations de *Bakchich*, en novembre 2009, sur l'enquête, « Alex » accepte de nous recevoir. « *Ah, tu m'en as fait perdre, de l'argent. J'ai pas pu signer des contrats à cause de l'affaire* », s'amuse-t-il. Les gendarmes viennent tout juste de visiter sa décharge de La Ciotat après avoir fait le tour de ses appartements à Noël, avenue du Prado et tout près du Cercle des nageurs, aux Catalans. La cinquantaine sportive – « *deux kilomètres de piscine en cinquante-trois minutes, y a rien de mieux* » – Alex Guérini s'affûte. Comme s'il préparait sa revanche. Contre Renaud Muselier, qu'il accuse d'être à l'origine des courriers le dénonçant. « *Tout le monde sait que Gaudin préfère laisser la mairie à Jean-Noël qu'à ce...* » Contre Michel Karabadjakian, le directeur adjoint à la propreté de la communauté urbaine de Marseille (CUM), qu'il a

fait embaucher et qui, désormais mis en examen pour corruption passive, l'accuse. « *Depuis que je ne l'appelle plus, Marseille est sale.* » Contre les géants de la propreté, qu'il soupçonne de vouloir l'abattre, lui, le petit patron de PME. « *Sans déconner, je présenterais des offres comme ils le font, je serais déjà au trou! Je ne bosse pas avec le conseil général, juste un peu avec l'agglo d'Aubagne et de Marseille. Alors, évidemment, je les appelle pour les engueuler; leur déconseiller de prendre des contrats quand c'est n'importe quoi. Si, ça, c'est du trafic d'influence sur la CUM...* »



LES NOMS FUSENT

Eugène Caselli préside la CUM. Élu à ce poste grâce aux divisions d'une droite pourtant largement majoritaire. « *J'ai dit à Eugène qu'il fallait qu'il y aille.* » Depuis, Caselli, qui ne bougeait une oreille sans l'ordre de Jean-Noël Guérini, s'est porté partie civile dans le dossier...

Le 29 novembre, Alex a été convoqué et mis en examen par le juge. Avant d'être incarcéré, le 1^{er} décembre. Première étape de sa revanche? Des noms ont fusé. Et les grands groupes de trembler. Veolia propreté a racheté plusieurs sociétés d'Alexandre dans la dernière décennie. « *Je connais Proglgio depuis*

1989, c'est un monsieur. » Jean-Luc Chaussade, le patron de Suez environnement, a rencontré par deux fois Antoine Rouzaud, proche d'Alexandre et vice-président délégué à la propreté de la CUM. Pour parler des marchés publics. En début d'année, Chaussade s'est même fait « *mettre à l'amende* » par Alex lors d'une visite à Marseille. Mieux, sur les écoutes, transparait un rencard avec Gérard Mestrallet, grand patron de GDF Suez. L'odeur des ordures marseillaises fait désormais tousser jusqu'à Paris

XAVIER MONNIER



KO podium

En Chine, pour trouver un travail dans l'une des 80 plus grandes entreprises du pays, il faut des diplômes mais également de jolies jambes. À preuve, à Chengdu, dans le centre du pays, de futures employées sont invitées à défiler sur un podium devant un parterre de chefs d'entreprise afin de décrocher le job de leurs rêves. Pour le site *Chinawhisper.com*, ces entretiens d'embauche permettent aux employeurs de trouver la perle rare : la jeune recrue à la fois « *belle et compétente* ». Et docile ?

Sexe en berne

Comment faire pour qu'une épouse vote pour le même parti que son mari? Voilà une question qui turlupine le politique ougandais Stanley Kalembaye, candidat à la mairie de Mbarara. Après mûre réflexion, il a encouragé ses partisans de sexe masculin à faire ni plus ni moins que « *la grève du sexe* ». Selon le site *Afrikan.com*, le candidat s'inspire des femmes kenyanes qui, en avril 2009, imposaient l'abstinence sexuelle dans leur foyer pour mettre fin à des querelles politiques. « *Ne remplissez plus votre devoir conjugal tant qu'elles n'auront pas changé d'avis* », conclut-il. Pari risqué.

Hackers sur la main

Pas facile de tenir tête à la Chine, même lorsqu'on s'appelle Google. D'après le *New York Times*, « *l'entreprise a longtemps payé le prix de sa résistance à l'empire du Milieu* ». Une résistance que les officiels chinois réprouvaient fermement dans les câbles révélés par WikiLeaks. Des dirigeants ont ainsi censuré Google Earth, menaçant les États-Unis de « *graves conséquences* » en cas d'exploitation des images par d'éventuels terroristes. En parallèle, des « *hackers patriotes* » attaquaient des comptes Gmail chinois. De quoi rire jaune.

On nous dit rien !

Dans une interview accordée à *Derspiegel.com* cette semaine, le prince Saudi Turki bin Faisal, ancien ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite, n'y va pas de main morte avec les révélations de WikiLeaks. Pour lui, « *les gens, et notamment les officiels, ne parleront plus aux diplomates américains franchement* ». Quant au fait que l'Arabie saoudite ait demandé aux USA de « *couper la tête du serpent iranien* », le prince répond : « *Ces documents (...) sont un salmigondis de citations (...) et de désinformation pure et simple.* » Et vlan !

A. C. DUCOUDRAY

L'appel de la taule

Au Japon, les seniors aux maigres retraites ont trouvé la solution pour échapper à la précarité : aller en prison ! Selon *Japon.aujourd'hui-lemonde.com*, les vieux Nippons abandonnés par la société sont de plus en plus nombreux à s'installer dans les établissements pénitentiaires car ils offrent un confort semblable à celui d'une « *maison de retraite* ». Pour y entrer, les papys commettent des vols à l'étalage. Un sésame qui donne accès à un lit, un travail et des services gériatriques. Aujourd'hui, ces prisonniers du troisième âge représentent 16 % de la population carcérale. Une solution nippone ni mauvaise.

Un pavé dans le marc

Depuis l'attaque de leurs voisins du Nord, l'ambiance est plutôt morose en Corée du Sud. Heureusement, *Asia.2803.com* nous rapporte que, le 2 décembre, le chef du Parti conservateur Ahn Sang-soo a réveillé les zygomatics du pays. En déplacement sur l'île bombardée et devant plusieurs chaînes de télé locales, l'officiel inspecte les vestiges de plusieurs maisons brûlées. Lorsqu'il tombe nez à nez avec deux objets contondants qu'il prend immédiatement pour des obus ! Hélas, il s'agit de deux thermos calcinés, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Labos laids

Vanity Fair va se faire des ennemis. Dans un article à charge contre l'administration des drogues et des denrées alimentaires des États-Unis (FDA), le magazine explique comment les médicaments « *tuent environ 200 000 Américains par an* ». Pour le journal, la cause principale de ces morts est la « *globalisation de l'industrie pharmaceutique* ». Depuis les années 90, les tests de nombreux médicaments vendus aux Américains sont effectués à l'étranger contre une poignée de dollars sans « *véritable supervision de la FDA* ». En outre, sur place, les testeurs, qualifiés de « *Drug Naïve* », ont des métabolismes bien éloignés de ceux d'un Américain moyen. C'est grave, docteur ?

Art russe

Cette semaine, l'art révolutionnaire russe a essuyé un revers cinglant. Deux mois après une performance réalisée dans les rues de Moscou, deux artistes du collectif *Voïna* (« *guerre* ») ont été arrêtés et emprisonnés à Saint-Petersbourg. Leur crime : avoir retourné des voitures de police et filmé la scène avant de la poster sur YouTube. Pour *Novaya-gazeta.ru*, l'intervention policière est pourtant énigmatique. Sur les cinq personnes responsables de la performance, seulement deux ont été arrêtées. Leur matériel a été saisi ainsi que leurs ordinateurs, plusieurs semaines après les faits. Ils risquent jusqu'à cinq ans de prison. Ça Poutine dans la semoule *



Où trouver Bakchich Hebdo ?

Vous avez harcelé votre diffuseur, menacé les Relay ? Sans succès ? Pour toute réclamation ou information, contactez diffusion@bakchich.info